

Université de Lille II
Faculté des sciences juridiques, politiques et sociales

Première année de Master de science politique

**Les effets de la démocratisation
partisane sur l'engagement militant :
l'exemple de la France Insoumise à Lille**

Mémoire préparé sous la direction de Mme Carole BACHELOT

Présenté et soutenu par Baptiste BEUGNIET

Année Universitaire 2017/2018

TABLE DES MATIERES

Introduction.....	2
Partie I – Les spécificités de la France Insoumise	9
I- Les acteurs de la France Insoumise	9
A. L'échelon local	9
B. L'échelon national.....	11
II- Une organisation politique entre rejet et appropriation	11
A. Une organisation politique en opposition avec les partis traditionnels	11
B. Une organisation politique sous influence	14
Partie II- La démocratie partisane au sein de la France Insoumise	17
I- Le risque oligarchique	17
II- Le recours à la démocratie délibérative	19
A- Les procédures délibératives comme stratégie	19
B- L'implication des citoyens dans le processus décisionnel de la France Insoumise	20
III- L'engagement militant à l'échelon local.....	22
A- Le contexte favorable de Lille	22
B- Un engagement au rythme des campagnes nationales	23
Partie III- Des nouvelles formes de l'engagement partisan issue de la démocratisation partisane	25
I- Un engagement à la carte	25
A- Un engagement volatile.....	25
B- Un engagement de plus en plus spécialisé	27
II- Un engagement 2.0.	29
Conclusion	30
Bibliographie	32
Sitographie	33
Annexes	34
Annexe 1 : Entretien avec Maxime	34
Annexe 2 : Entretien avec Amandine	47
Annexe 3 : Entretien avec Liliane	58
Annexe 4 : Grille d'entretien	64
Annexe 5 : Carte des groupes d'actions	65
Annexe 6 : Profil des enquêtés	66

INTRODUCTION

Le 25 et 26 novembre 2017 à Clermont-Ferrand se tenait la 3^e convention de la France Insoumise. Elle regroupait plus de 1500 militants tirés au sort par le biais de la plateforme internet de la France Insoumise. Quatre grands axes ont fait l'objet de débat lors de cette convention : « *Quelles campagnes et quelles formes d'actions pour la France insoumise ? Quelles modalités d'actions pour la France insoumise ? Quels outils pour faciliter la mise en mouvement ? Quelle organisation pour le mouvement ?* ». Ces grandes thématiques ont pour objectif de préparer et d'organiser le mouvement en tant que force d'opposition. La convention s'est tenue à l'issue d'une phase de proposition à travers la « boîte à idées » où toutes les personnes inscrites sur la plateforme pouvait faire des propositions sur les différentes thématiques en utilisant la plateforme internet avant une consultation par vote et un débat en convention. A la suite de cette convention, « *il n'y a plus aucun enjeu de pouvoir tout au long de la chaîne qui commence avec l'échelon de base qu'est le groupe d'action, se prolonge dans la Convention, les comités de livrets thématiques et l'assemblée représentative.* »¹ selon Jean-Luc Mélenchon. La France Insoumise a largement fait appel à la consultation des militants afin de définir son orientation générale et ses choix politiques. On peut notamment rappeler la consultation au lendemain de la défaite de Jean-Luc Mélenchon au premier tour de l'élection présidentielle de 2017. La consultation avait pour but de définir le positionnement de la France Insoumise pour le second tour de l'élection présidentielle. La consultation était accessible aux internautes qui avaient soutenu Jean-Luc Mélenchon sur la plateforme internet lors de la campagne de l'élection présidentielle. Cette consultation avait notamment fait débat dans les médias du fait que les possibilités étaient limitées au vote blanc ou nul, au vote Macron ou à l'abstention. Il n'était pas possible de choisir le vote FN.

La France Insoumise depuis sa création en février 2016 a largement eu recours aux consultations des militants et aux conventions afin de définir son orientation générale. Elle se définit comme un mouvement citoyen en opposition avec les partis traditionnels et notamment le Parti Socialiste (PS). La France Insoumise n'est pas la seule à être dans une stratégie de rejet des partis politiques. La République En marche (LREM) annonce sur sa

¹ Mélenchon, Jean-Luc. « *La convention de la pérennité* » Le blog de Jean-Luc Mélenchon. Consulté le 29 mars 2018. <https://melenchon.fr/2017/11/29/la-convention-de-la-perennite/>

plateforme internet « un mouvement radicalement différent des partis politiques existants »². Cependant LREM est bien plus structurée que la France Insoumise et a une organisation très proche des partis politiques. Elles disposent de délégués généraux, délégués nationaux, de comités locaux (équivalent des sections du PS) et d'un Conseil qui est le parlement de LREM. Michel Bompard, coordinateur national de la France Insoumise définit la structure du mouvement de la manière suivante : « *Le groupe d'appui est le seul échelon qui existe, chaque personne peut en créer un. Il a une totale autonomie d'action à condition de respecter une charte et de servir notre programme L'avenir en commun.* »³. Il y a donc un idéal de démocratie direct. C'est autour du programme *L'avenir en commun* et des groupes d'appuis que le mouvement se construit. La France Insoumise a donc la volonté de s'articuler uniquement autour des groupes d'appuis. La volonté est de se démarquer des partis traditionnels et d'éviter toutes verticalités au sein du mouvement. C'est donc naturellement aux groupes d'appuis que nous avons voulu ici porter notre attention. Les « groupes d'appuis » suite aux élections présidentielles et législatives ont changé de nom pour devenir « groupe d'action ». L'intérêt de cette recherche réside dans un premier temps sur le caractère atypique de l'organisation. Il n'y a pas de système d'adhésion formel ce qui rend l'accès aux groupes d'actions libre. Il n'y a pas d'échelon intermédiaire entre le local et le national. La France Insoumise a largement reconfigurer l'échiquier politique français à travers l'engouement qu'elle a su apporter lors de l'élection présidentielle mais également avec ses succès lors des élections législatives face au Parti Socialiste en perdition. Cette particularité nous conduit à s'interroger sur le fonctionnement interne du groupe d'action.

Lors des élections législatives de 2017 nous avons décidé de participer à des réunions d'un groupe d'action de la France Insoumise à Calais. Notre position dans cette enquête est celle d'un sympathisant plus que celle d'un militant. Ces réunions étaient libres et à proximité ce qui nous a permis d'y accéder facilement et elles étaient l'opportunité de découvrir le fonctionnement local d'un parti politique. Elles avaient lieu dans une salle privée d'un bar. Ces réunions nous ont permis d'observer le fonctionnement interne d'un groupe d'action. Nous avons également observé les tensions internes qui existent entre le candidat et sa suppléante sur les actions à mener. Cette tension a conduit le candidat

² « Présentation des statuts », (consulté le 30 mai 2018), <https://en-marche.fr/articles/actualites/statuts>

³ Sapin, Charles. « Un mouvement à l'épreuve de la démocratie », Le Figaro no. 22780, p.2

initialement choisi par les différents groupes d'action de la circonscription à être évincé au profit de sa suppléante quelques jours avant le dépôt des candidatures. Pour bons nombres de militants au sein du groupe d'action, ce changement de dernière minute était le fait des relations privilégiées de la suppléante avec certains cadres du Parti de Gauche. Notre premier rapport avec la France Insoumise est donc particulier puisque l'on découvre un groupe traversé par des luttes internes qui révèlent un profond décalage entre le discours officiel de la FI, qui revendique un fonctionnement en rupture avec les partis traditionnels, jugés trop verticaux. Lorsqu'il a fallu choisir un sujet de mémoire au mois de septembre c'est donc logiquement que nous nous sommes intéressés aux fonctionnements internes de la France Insoumise.

Une recherche sur un sujet comme la France Insoumise pose un problème : la temporalité. En effet, la création du mouvement étant très récente, il est difficile aujourd'hui de trouver de la littérature traitant directement du sujet. La littérature sur la France Insoumise se limite à la revue de presse.

Il nous a donc fallu étendre nos lectures à des partis politiques ou des mouvements en Europe en lien avec la France Insoumise. Nous avons donc porté notre intérêt sur des partis politiques comme Podemos, Syriza inspirés par mouvement comme *Indignés* ou *Nuit debout*. Ces mouvements sociaux ont mis en avant des nouvelles pratiques de délibération et ont montré qu'une démocratie par le bas était possible. Les partis comme Podemos et Syriza ayant un passé plus conséquent, il existe davantage de recherche.

Plusieurs ouvrages sont importants dans la construction de notre recherche. Tout d'abord, Robert Michels⁴, un auteur classique essentiel pour notre objet de recherche. Il aborde dans son ouvrage *Sociologie du parti dans la démocratie moderne* la question de la démocratie au sein des organisations politiques. Il développe notamment la loi d'airain de l'oligarchie. Pour lui, toutes organisations politiques tendent à devenir oligarchique. Il sera intéressant de confronter sa théorie au mouvement de la France Insoumise. L'article de Laurent Olivier⁵ sur la démocratie partisane permet également de développer ces questions

⁴ Robert MICHELS. « *Sociologie du parti dans la démocratie moderne* », Editions Gallimard, 2015, 848p

⁵ Laurent OLIVIER, « *Ambiguïtés de la démocratisation partisane en France (PS, RPR, UMP)* », Revue française de science politique 2003/5 (Vol. 53), p. 761-790.

de démocratie. Il montre à travers l'exemple du PS et du RPR (devenu ensuite UMP) comment la démocratie partisane va se développer en France. La démocratie partisane qui repose initialement sur un principe de délégation devient par la suite un impératif délibératif et va modifier l'engagement militant. Son retour historique sur les partis politiques et son développement de l'impact de la démocratie partisane sur l'engagement militant est central dans notre recherche. Il en est de même avec la recherche de Jean-Paul Russier⁶ sur la partie des Verts. La thématique est la même que celle de Laurent Olivier. Il montre comment la démocratisation partisane va faire disparaître des symboles importants à la construction d'une unité et d'un collectif militant. L'individu va devenir la pierre angulaire du militantisme. L'idée n'est pas ici d'avoir simplement un regard critique sur le pluralisme au sein des organisations politiques mais, plutôt d'observer les changements qu'il provoque. L'ouvrage *Les partis politiques à l'épreuve des procédures délibératives* sous la direction de Rémi Lefebvre et Antoine Roger⁷ dispose de plusieurs contributions que nous utiliserons. Notamment les travaux de Remy Lefebvre sur les procédures délibératives au sein du parti socialiste. Il aborde notamment les ambiguïtés qui résident dans les dispositifs délibératifs. Il montre notamment que ces dispositifs ne sont pas uniquement le fruit d'« injonctions participatives et délibératives ». Loïc Blondiaux et Yves Sintomer montre que l'impératif délibératif s'impose aujourd'hui dans l'action. Les citoyens veulent de plus en plus être présent dans les processus décisionnels. Cependant, dans l'action publique les revendications des citoyens sont souvent limités à des revendications qui ne visent pas l'intérêt général mais l'intérêt personnel.

Nous utilisons également certains manuels comme *Sociologie politique* de Philippe Braud. Cet ouvrage permet de revenir de manière globale sur des concepts clés de notre recherche comme celle de démocratie, de parti politique ou encore de militantisme. Le manuel d'introduction à la science politique permet également ce cadrage sur des concepts importants comme les théories élitistes.

Nous avons donc ici un ensemble d'ouvrages qui va nous permettre d'orienter notre recherche sur les groupes d'actions de la France Insoumise. De plus, lorsque l'on s'intéresse

⁶ Jean-Paul RUSSIER, « *Le cercle vicieux de la démocratie moderne : l'individu contre le collectif ?* », Revue du MAUSS 2005/1 (n°25), p. 305-321.

⁷ Rémi LEFEBVRE et Antoine ROGER. « *Les partis politiques à l'épreuve des procédures délibératives* », Presse universitaires de Rennes, 2009, 217 p.

à la charte des groupes d'actions qui régit leurs fonctionnements, on observe qu'il y a une autonomie. En effet, les groupes d'actions sont libres dans les actions et les initiatives qu'ils mènent. La seule contrainte que l'on retrouve dans la charte est la suivante :

« Les groupes d'action sont garants de la cohérence nationale du mouvement. Par conséquent, leurs initiatives doivent être compatibles avec le programme « L'avenir en commun » et respecter les orientations stratégiques définies collectivement par les membres de la France insoumise. »⁸

Les groupes d'actions sont dans l'obligation d'agir en cohérence avec le programme « L'avenir en commun » et également de suivre les orientations choisies dans le cadre des conventions. Pour le reste, les groupes d'actions peuvent engager les actions qu'ils souhaitent comme par exemple des actions très localisées sur un territoire. La charte dans l'ensemble est très mince et montre que le mouvement est encore en construction. D'autre part, notre expérience lors des élections législatives dans un groupe d'action nous a montré qu'il y avait une omniprésence des cadres dans le fonctionnement du mouvement. Le candidat choisi par les groupes d'actions de la circonscription a été évincé. Il y a donc un décalage entre mon expérience et le fonctionnement théorique du groupe d'action. On remarque également que lors de la dernière convention, une question sur « *Quels besoins de formation* »⁹ a fait l'objet de débat afin d'établir les formations nécessaires pour les militants. En janvier 2018 est alors créée l'école de formation insoumise¹⁰ qui regroupe des cours sur l'action militante, la pensée politique, etc. Ces cours se font principalement à distance avec des vidéos de plusieurs heures sur des thématiques particulières. Ces cours sont justifiés par une demande des militants d'être formés sur certains sujets. On retrouve également une formation à la méthode Alinsky qui a lieu à travers des réunions sur tout le territoire. C'est une méthode très précise qui permet de mobiliser les classes populaires en les impliquant sur des revendications très concrètes.¹¹ Finalement, l'autonomie des groupes d'actions semblent

⁸ « La charte des groupes d'actions de la France Insoumise » (Consulté le 2 avril 2018) <https://lafranceinsoumise.fr/groupes-appui/charte-groupes-dappui-de-france-insoumise/>

⁹ « Synthèse de la cogitation 'Quels besoins de formation' » (Consulté le 2 avril 2018) <https://lafranceinsoumise.fr/2017/12/20/synthese-de-cogitation-besoins-de-formation/>

¹⁰ « L'école de la formation insoumise » (Consulté le 2 avril 2018) <https://lafranceinsoumise.fr/ecole-de-formation-insoumise/>

¹¹ Petitjean Clément, « Politiser les colères du quotidien », *Le monde diplomatique*, Mars 2018, p.19.

être balisée par des formations. On peut donc se demander : Dans quelles mesures, la démocratisation partisane au sein d'un parti politique impacte-t-elle l'engagement politique des militants ?

Cette question va nous permettre d'engager plusieurs questionnements sur la démocratie interne du mouvement. Est-ce que le groupe d'action est « l'unique échelon » du mouvement comme le précise Jean-Luc Mélenchon ? On remarque également une présence importante des députés France Insoumise dans les groupes d'actions de leurs territoires. Dans quelles mesures les groupes d'actions s'autonomisent-ils du cadre national du mouvement la France Insoumise ? Cette problématique pose aussi la question d'engagement politique et de militantisme.

Pour apporter des éléments de réponses à ces questions, nous avons privilégié des méthodes dites qualitatives en réalisant des entretiens semi-directifs et une observation. Les entretiens ont eu lieu avec trois militants de la France Insoumise. Tout d'abord, nous nous sommes entretenus avec Maxime étudiant en master 1 de droit à Lille. Il était militant de la France Insoumise au groupe d'action de Calais. Il est ensuite venu à Lille pour ses études et a décidé de militer également au groupe d'action du quartier Moulins. Nous nous sommes également entretenus avec Liliane, 79 ans à la retraite. Elle a un long parcours dans le syndicalisme depuis les années 1960 avec la CGT. Elle a rejoint ensuite le Parti Communiste Français pendant de longues années. Elle a ensuite connu des désaccords avec le PCF et a décidé de ne plus participer. Elle finit ensuite par rejoindre le Parti de Gauche à sa création. Elle a ensuite logiquement suivi la création du mouvement France Insoumise et à créer le premier groupe d'action dans la ville de Ronchin à côté de Lille. Elle a également participé à la première convention du mouvement à Lille. Enfin, nous avons eu un entretien avec Amandine, 22 ans et actuellement sans emplois. Elle a entamé des études de science politique qu'elle n'a pas fini et enchaîne actuellement les « jobs alimentaires ». Elle a intégré le mouvement lors de la campagne pour l'élection présidentielle. Elle est animatrice du groupe d'action thématique sur les questions de féminismes. Son engagement politique tourne principalement autour de ces questions de féminismes. Elle a également été impliquée au national dans l'écriture des livrets thématiques sur la pauvreté et l'égalité homme-femme. Elle a des relations tendues avec Manuel Bompard qui est le directeur de campagne de Jean-Luc Mélenchon et le coordinateur des groupes d'actions. Ces trois entretiens nous ont permis d'avoir des points de vue différents sur la France Insoumise. D'une part, Maxime a participé à différents groupes d'action.

Liliane a un long passé de militante et syndicaliste qui a rendu l'entretien enrichissant. Enfin, Amandine a un regard très critique sur le fonctionnement de la France Insoumise et n'a pas hésité à nous dire ce qu'elle pense réellement.

Nous avons également fait une observation d'un café-citoyen avec Adrien Quattenens, député de la France Insoumise. L'observation avait lieu dans un kebab du quartier Wazemmes. Notre objectif lors de cet entretien était de comprendre le lien qu'entretenez les députés avec l'échelon local.

Lors de mes demandes d'entretiens, il y a souvent eu une méfiance de la part des enquêtés. J'ai souvent utilisé le fait d'avoir déjà participé au mouvement de la France Insoumise afin d'éviter cette méfiance. Nous ne voulions pas dans un premier temps mettre en avant notre « identité » de sympathisant de la France Insoumise. Nous avons dans un second temps aborder dans nos messages le fait que nous avons déjà participé à un groupe d'action. Les réponses sont devenues beaucoup plus positives à partir de ce moment. Cependant, même si les réponses étaient positives dans un premier temps, il a fallu très souvent relancer de nombreuses fois afin d'avoir un rendez-vous. Notre position de sympathisant nous a permis d'avoir la confiance de nos enquêtés. Il nous a fallu faire un « usage stratégique » de notre double identité comme l'explique Rémi Lefebvre¹². Son article sur la position d'enquêteur et de militant montre comment ces deux identités peuvent être bénéfique l'une à l'autre.

Notre recherche s'articulera autour de trois grands axes. Tout d'abord, nous reviendrons sur les spécificités organisationnelles de la France Insoumise. La France Insoumise a construit son image dans une opposition à la verticalité des partis traditionnels. Cependant, nous verrons qu'elle reprend certains codes des partis traditionnels. Nous nous intéresserons ensuite à la question de la démocratie interne afin de comprendre dans quelles mesure le mouvement est touché par des problématiques, des logiques et des stratégies propres aux partis politiques. L'autonomie des groupes d'actions est alors contrôlée par le mouvement. Enfin, nous verrons comment le fonctionnement de la France Insoumise a largement modifié l'engagement politique et le militantisme.

¹² Rémi LEFEBVRE, « « Politiste et socialiste ». Une politique d'enquête au PS », *Revue internationale de politique comparée* 2010/4 (Vol. 17), p. 127-139.

PARTIE I – LES SPECIFICITES DE LA FRANCE INSOUMISE

La France Insoumise est un parti créé le 16 février 2016. Lors de notre enquête le mouvement est donc dans sa 2^e année d'existence. Il est important de prendre l'âge du mouvement en compte dans notre analyse. Nous allons dans cette enquête utiliser d'autres organisations politiques afin de comprendre ce qui fait la spécificité d'un mouvement comme celui de la France Insoumise. Il sera donc important de garder à l'esprit que la France Insoumise est un parti encore en construction. Philippe Braud dans son ouvrage *Sociologie politique* expose le cycle de vie idéal-typique d'un parti politique¹³ à travers l'histoire longue des partis politiques actuels. Il distingue 4 phases : une phase de construction, de consolidation, de vieillissement et de reconstruction (ou d'échec des tentatives de renouvellement). La phase de construction est caractérisée par une ferveur militante, une forte inclination au débat d'idées, un cercle dirigeant en équilibre fluide et une jeunesse relative des leaders. La phase de consolidation est elle caractérisée par les succès électoraux, des nouveaux militants préoccupés d'« efficacité », le renforcement de l'emprise sur le parti des élus et la stabilisation des luttes au sein du cercle dirigeant. On peut imaginer que la France Insoumise est à mi-chemin entre ces deux phases. Elle est encore dans une phase de « ferveur militante » et à également remporter ses premiers succès électoraux lors des élections législatives de 2017. Cette grille de lecture permet d'avoir une première idée de l'évolution de la France Insoumise depuis sa création. Elle reste néanmoins qu'un idéal-type et l'évolution des organisations politiques ne sont pas homogènes.

I- LES ACTEURS DE LA FRANCE INSOUMISE

La France Insoumise dispose d'une structure particulière qu'il convient de définir. L'échelon local avec les groupes d'actions comme unité de base (A) et l'échelon national avec différentes équipes (B).

A. L'ECHELON LOCAL

¹³ Philippe BRAUD, « *Sociologie politique* », LGDJ, 12^e édition, pp. 744

Au niveau local, la France Insoumise se construit autour d'une seule organisation : Le groupe d'action. Dans un premier temps appelé groupe d'appui et devenu groupe d'action depuis la convention de novembre, ces groupes sont la principale force locale de la France Insoumise. On dénombre plus d'une vingtaine de groupes d'actions dans Lille et ses villes périphériques¹⁴. Les groupes d'actions sont régis par la « charte des groupes d'actions de la France Insoumise »¹⁵. La charte dispose de règles relativement souples. N'importe quel individu peut créer son groupe d'action à travers la plateforme internet tant qu'il ou elle respecte le programme de la France Insoumise *L'avenir en commun*. Les groupes d'actions doivent être animés par deux personnes qui doivent mettre à jour leurs activités sur la plateforme. Les groupes doivent être limités à une quinzaine de participants. Cette règle n'est pas toujours respectée par les groupes d'appui. Maxime nous explique alors que le groupe d'action dans le quartier de Moulines compte 80 inscrits. Pour lui « Cette règle de limitation des membres pour la validité du groupe est dépassée parce que la France Insoumise a largement évolué depuis l'élection présidentielle. ». L'intérêt d'une restriction des membres d'un groupe d'action étant selon la charte de favoriser « un maillage fin du territoire ». La volonté est également d'éviter des jeux de pouvoir au niveau local comme ça a pu être le cas pour le parti socialiste par exemple.

Vincent Desmeullier explique qu'à la suite des élections de 2002, le Parti Socialiste a connu l'arrivée d'un grand nombre d'adhérents. Les sections, l'échelon local du PS, avaient un rôle important dans les congrès de section. Le vote des motions par les sections permet ensuite de connaître le nombre de délégués qui iront au congrès fédéral puis national. Il y a donc un jeu de pouvoir entre responsables locaux pour gagner des sections.¹⁶ Il y a donc très certainement une volonté d'éviter les jeux de pouvoirs entre groupe d'action en limitant le nombre de membres à l'intérieur.

¹⁴ Annexe 1 – La carte des groupes d'actions

¹⁵ « La charte des groupes d'actions de la France Insoumise » (Consulté le 2 avril 2018) <https://lafranceinsoumise.fr/groupe-appui/charte-groupe-dappui-de-france-insoumise/>

¹⁶ Vincent DESMEULLIERS, « Démocratie et partis politiques l'exemple du parti socialiste », Revue du MAUSS 2005/1 (no 25), p.287-304.

A l'inverse du parti socialiste qui dispose de fédération au niveau départementale, la France Insoumise ne dispose pas d'échelon intermédiaire entre le niveau local et le niveau national.

B. L'ECHELON NATIONAL

L'échelon national s'articule autour de différentes équipes. Il existe une « équipe opérationnelle » qui s'assure du bon fonctionnement du mouvement. Il y a ensuite l'équipe qui s'occupe du programme des différentes campagnes nationales. Les équipes changent en fonction des thématiques mais il existe un noyau dur pour coordonner le programme. Une de nos enquêtée, Amandine, à travailler par exemple sur livret thématique de la campagne nationale sur la pauvreté. Il existe ensuite le groupe parlementaire avec Jean-Luc Mélenchon comme président du groupe. Les différentes équipes sont principalement gérées par des proches de Jean-Luc Mélenchon et cadres du Parti de Gauche comme Alexis Corbière, Manuel Bompard, Charlotte Girard, etc.

II- UNE ORGANISATION POLITIQUE ENTRE REJET ET APPROPRIATION

La structure de la France Insoumise est en partie construit sur le rejet des partis traditionnels (A) mais également sur la reconnaissance des mouvements et partis politiques qui ont modifier le paysage politique comme *Nuit debout* et *Podemos*. (B)

A. UNE ORGANISATION POLITIQUE EN OPPOSITION AVEC LES PARTIS TRADITIONNELS

La France Insoumise se distingue des autres partis traditionnels du fait qu'elle ne se considère pas comme un parti politique. En effet, la France Insoumise se qualifie de « mouvement citoyen » et non pas de parti politique. Lors d'une interview en octobre 2017 pour le journal *Le 1*, Jean-Luc Mélenchon justifie alors ce choix en répondant à la question suivante : La France Insoumise est-elle un parti ou un mouvement ?

« C'est un mouvement. Nous ne voulons pas être un parti. Le parti, c'est l'outil de classe. Le mouvement est la forme organisée du peuple. L'idée, c'est d'articuler le mouvement, sa forme et son expression : le réseau. Je sais que ce n'est pas évident à comprendre pour les seniors de la politique qui triment leurs vieux scénarios des années soixante, mais le but du mouvement de la France Insoumise n'est pas d'être démocratique mais collectif. Il refuse d'être clivant, il veut être inclusif. Ça n'a rien à voir avec la logique d'un parti. [...] Donc

quand on nous demande où est la direction, ça peut vous paraître étrange, mais il n'y en a pas. Nos observateurs sont enfermés dans une vision binaire opposant verticalité et horizontalité. Or le mouvement n'est ni vertical, ni horizontal, il est gazeux. C'est-à-dire que les points se connectent de façon transversale : on peut avoir un bout du sommet, un bout de la base qui devient un sommet... Pour le comprendre, il faut construire un nouvel imaginaire politique. »

Il marque la distinction avec un parti politique en rappelant alors que « ça n'a rien à voir avec la logique d'un parti ». Cependant, juridiquement la France Insoumise est un parti au niveau de ses statuts. On peut également reprendre les quatre critères de Jean-Yves Dormagen et Daniel Mouchard qui permettent d'identifier un parti politique. Le premier critère est celui de la durabilité de l'organisation. En effet, les partis politiques sont munis d'une « organisation durable » qui ne se limite pas uniquement à une période électorale. Dans le cas de la France Insoumise, il y a une organisation durable. Les élections présidentielles et législatives récentes n'étant pas une finalité pour le parti.

Le deuxième critère est celui de l'accession au pouvoir. L'objectif des partis politiques est d'obtenir des postes lors des échéances électorales et il en est de même pour la France Insoumise. Jean-Luc Mélenchon parle de « conquête du pouvoir »¹⁷. Ensuite, les partis politiques sont en quête permanentes de sympathisants et de militants. La France Insoumise utilise des outils comme les groupes d'actions et la plateforme internet afin d'obtenir ce soutien populaire nécessaire aux partis politiques. Enfin, le dernier critère repose sur le lien qui existe entre l'échelon national et local. Le fonctionnement interne de la France Insoumise est différent des partis politiques traditionnels. L'un des premiers éléments de distinction est l'absence d'un système d'adhésion. La France Insoumise est accessible à tout le monde et ne demande aucune cotisation pour devenir adhérent. Le deuxième élément important dans le fonctionnement de la France Insoumise est l'absence d'une structure locale. Pour les partis politiques traditionnels, il y a généralement des fédérations départements regroupant des cellules ou des sections qui permettent le fonctionnement de l'organisation politique au niveau local. Pour la France Insoumise, le groupe d'action est la seule entité présente au niveau local. Si le fonctionnement entre l'échelon national et local est différent des partis politiques traditionnels, il est difficile de dire aujourd'hui que la France Insoumise n'est pas

¹⁷ Jean-Luc Mélenchon, « *La tactique du bélier* », Le un n°174, mercredi 18 octobre 2017

un parti politique. Elle a d'une part le statut juridique d'un parti politique et d'autre part elle rassemble les critères qui permettent de l'identifier comme tel.

Cependant l'absence de cotisation par les adhérents pose la question du financement de l'organisation politique. La cotisation des adhérents est l'une des ressources financières majeures des partis politiques. Les partis politiques en France sont financés d'une part par des ressources privées, principalement les cotisations des adhérents et les dons, mais également par des financements publics. Les partis politiques ayant obtenu 5% lors d'élections peuvent prétendre à obtenir un remboursement de leurs dépenses électorales. Les partis politiques disposent également d'un financement public permanent en fonction des « résultats aux élections législatives, pour ceux qui ont présenté des candidats ayant obtenu au moins 1% des voix dans au moins 50 circonscriptions » et du « nombres de parlementaires »¹⁸. Philippe Braud dans son ouvrage *Sociologie politique* propose un tableau récapitulatif des ressources financières des partis politiques sur l'exercice 2013. Le tableau montre d'une part l'importance du financement public pour les partis traditionnels comme le Parti Socialiste ou l'UMP avec des aides publiques qui représentent respectivement 49.9% et 43.2% de leurs ressources financières. Les cotisations des adhérents représentent alors 14.9% et 10.3% de leurs ressources. Pour des partis politiques qui ne disposent pas de financement public, les cotisations des adhérents représente 43% de leurs ressources financières. L'absence d'un système d'adhésion chez la France Insoumise représentent alors un véritable parti pris tant les enjeux financiers qui en découlent sont importants. Au moment de sa création, la France Insoumise ne dispose alors pas d'aide publique et ni de cotisation des adhérents ou des élus. Manuel Cervera-Marzal sociologue et chercheur à l'EHESS explique dans un entretien au journal *Le 1*¹⁹ que la France Insoumise a eu recours à un prêt bancaire de 5 millions d'euros, de 2 millions d'euros de dons et 500 000 euros de vente de produits dérivés pour permettre de financer sa campagne présidentielle. De plus, les résultats des élections législatives vont permettre à la France Insoumise de percevoir trois millions et demi d'aides publiques par an.

¹⁸ « Comment les partis sont-ils financés ? », (consulté le 27 mai 2018), <http://www.vie-publique.fr/decouverte-institutions/citoyen/participation/parti-politique/comment-partis-sont-ils-finances.html>

¹⁹ Manuel Cervera-Marzal, « La France Insoumise en cinq questions », *Le 1* n°174, mercredi 18 octobre 2017

La France Insoumise est donc un parti politique qui comporte une structure non conventionnelle. Cette particularité est inspirée de mouvements sociaux et de partis politiques en Europe.

B. UNE ORGANISATION POLITIQUE SOUS INFLUENCE

L'absence de cotisation des membres au sein de la France Insoumise n'a pas uniquement pour objectif d'être en rupture avec les partis traditionnels. La France Insoumise s'identifie comme un « mouvement citoyen » et non pas comme un parti politique. Le terme « mouvement » est important ici et marque les influences à l'origine de la création de la France Insoumise. La notion de mouvement fait directement référence aux mouvements qui ont émergé en Europe et plus largement dans le monde comme le mouvement des Indignés en Espagne, *Occupy Wall Street* aux Etats-Unis ou encore Nuit Debout en France. Ces mouvements ont contribué à voir naître des partis politiques comme celui de Podemos en Espagne et Syriza en Grèce. Héloïse Nez a notamment fait des recherches sur ces mouvements et sur des partis politiques comme Podemos et permet d'identifier des similitudes organisationnelles entre ces mouvements et la France Insoumise.

Héloïse Nez et Pascale Dufour expliquent dans un article²⁰ pour *Politique étrangère* que dans des contextes socio-économiques différents, les mouvements « ont en commun de dénoncer les limites d'une démocratie représentative en crise et de revendiquer une 'démocratie réelle ». Les mouvements Indignés et *Occupy Wall Street* ont donc expérimenté de nouvelles formes de démocratie avec un fonctionnement horizontal, sans hiérarchie, ouvert à tous. L'objectif était de permettre à tout le monde pouvoir agir et de pouvoir être écouté à travers une participation directe à l'inverse des démocraties représentatives. Les groupes d'actions de la France Insoumise sont eux co-animés par deux personnes de manière paritaire mais il n'y a pas hiérarchie particulière. Notre entretien avec Maxime²¹, militant France Insoumise nous a permis d'avoir un retour sur la hiérarchie au sein des groupes d'actions. Les fondateurs d'un groupe d'action ne sont pas forcément les gestionnaires et n'ont pas un rôle différent des autres personnes. Il y a seulement « un animateur ou une animatrice » qui « entretiennent » le groupe d'action. Il parle alors d'une fonction

²⁰ Héloïse Nez, Pascale Dufour « Un renouvellement de la démocratie par le bas ? Les mouvements Indignés et Occupy », *Politique étrangère* 2017/1 (Printemps), p. 47-58.

²¹ Annexe 1 : Entretien avec Maxime

« tournante » avec des changements d'animateur et d'animatrice en fonction des disponibilités. On retrouve donc cette forme d'autogestion et d'horizontalité dans l'organisation de la France Insoumise caractéristique des mouvements *Indignés* et *Occupy Wall Street*.

Héloïse Nez et Pascale Dufour montrent également que ces mouvements ont permis l'émergence de nouveaux partis politiques. Il existe plusieurs exemples en Europe. En 2012, la Grèce voit naître un nouveau parti : SYRIZA. Il devient le premier parti grec au parlement après les victoires aux élections législatives de 2015. En Espagne émerge le parti Podemos. Le parti va connaître plusieurs succès électoraux comme lors des élections législatives de 2015 où le parti recueille 20% des suffrages. Ces partis sont issus des mouvements *Indignés* de par leurs luttes contre les politiques d'austérités. Le manifeste de Podemos fait directement référence au mouvement *Indignés* à travers la phrase « Avancer ses pions : convertir l'indignation en changement politique ». La forme organisationnelle de Podemos n'est pas sans rappeler ce que l'on trouve à la France Insoumise. Il y a tout d'abord ce qu'Héloïse Nez appelle les « cercles »²². Les cercles se sont formés sur l'ensemble du territoire avec des thématiques particulières ou simplement centrées sur des enjeux locaux. Ce sont des lieux d'échanges et de débats ouverts à tous à la manière des réunions publiques des *Indignés*. Il y a donc chez *Podemos* une source d'inspiration importante pour la France Insoumise. Les groupes d'actions sont très proches du fonctionnement des cercles de *Podemos*. Il y a également des groupes d'actions centrés sur un territoire. Sur Lille, on retrouve des groupes d'appui centrés par quartier Wazemmes, Moulins, Lille-centre mais également des groupes d'actions thématiques comme le groupe s'intéressant aux questions de féminismes.

Les rapprochements avec *Podemos* ne s'arrêtent pas là. En 2014, les militants et sympathisants de *Podemos* se sont réunis par cercle afin de faire des propositions sur la structure que devait prendre le parti puis ont été votées lors d'une grande réunion à Madrid. On retrouve un système similaire pour la France Insoumise avec les boîtes à idées disponibles sur la plateforme internet et qui a permis d'avoir une base de discussion lors de la convention de Novembre 2018. Il n'est en rien surprenant de voir la France Insoumise s'inspirer de *Podemos* pour construire son mouvement tant les relations entre les deux

²² Héloïse NEZ, « *Podemos, un parti de « non professionnels » ?* », *Savoir/Agir* 2015/2(N° 32), p. 53-60.

organisations politiques sont étroites. Le 13 avril dernier, la France Insoumise, Podemos et Bloco Esquerda ont annoncé le lancement d'un mouvement politique européen en vue des élections européennes de 2019. Jean-Luc Mélenchon a également soutenu le leader de Podemos Pablo Iglesias suite à son achat d'une villa de luxe. Jean-Luc Mélenchon dit alors « Insoumis espagnols, tenez bon autour de vos leaders »²³ sur twitter. Le fait d'assimiler les militants et sympathisants de Podemos à des Insoumis marque la proximité entre ces deux organisations politiques.

²³ « Elections européennes : La France Insoumise s'allie avec Podemos et le Bloco », Le monde, (consulté le 27 mai 2018) https://www.lemonde.fr/la-france-insoumise/article/2018/04/12/elections-europeennes-la-france-insoumise-s-allie-avec-podemos-et-le-bloco_5284579_5126047.html

PARTIE II- LA DEMOCRATIE PARTISANE AU SEIN DE LA FRANCE INSOUMISE

I- LE RISQUE OLIGARCHIQUE

Nous avons donc identifié les différents échelons de la France Insoumise, il est important à présent de s'intéresser à l'organisation interne de ces échelons. La France Insoumise repose sur une structure que Manuel Cervera-Marzal appelle « en oignon »²⁴. Au centre, il y a Jean-Luc Mélenchon dont la candidature à l'élection présidentielle est l'élément fondateur du mouvement France Insoumise. Son équipe de campagne est composée des cadres du Parti de Gauche comme Manuel Bompard, Alexis Corbière, Jacques Généreux ou encore Charlotte Girard à l'inverse de *Podemos* qui à utiliser sa convention pour élire les dirigeants du parti, la France Insoumise n'a donc aucun dirigeant élu démocratiquement. Leurs présences reposent principalement sur le lien de confiance qui existe entre eux et Jean-Luc Mélenchon. Il y a donc une tension entre la volonté d'être un mouvement qui ne soit « ni horizontal, ni vertical »²⁵ et la structure dirigeante qui instaure une verticalité au sein du parti. Nous avons donc une ambiguïté entre la volonté d'être un « mouvement populaire de masse » et la forte centralisation du pouvoir autour de Jean-Luc Mélenchon et son entourage. Il y a volonté de désamorcer cette image du parti d'un seul homme mais, les justifications sont souvent laborieuses. Alexis Corbière avait expliqué que Jean-Luc Mélenchon n'était pas le « chef » mais qu'il avait une « place à part »²⁶. Lors de notre entretien, Maxime²⁷ nous parle également de la place de Jean-Luc Mélenchon au sein de la France Insoumise. Une fois encore, le discours est ambigu lorsque l'on parle du prochain candidat à l'élection présidentielle, il explique « Il y aura un processus de candidature mais si Mélenchon y va, il n'y aura pas de débat. [...] Il y aura des candidats en face de lui, c'est certain ! Mais pour

²⁴ Manuel Cervera-Marzal, « *La France Insoumise en cinq questions* », Le un n°174, mercredi 18 octobre 2017

²⁵ Jean-Luc Mélenchon, « *La tactique du bélier* », Le un n°174, mercredi 18 octobre 2017

²⁶ « Jean-Luc Mélenchon veut vous faire croire qu'il n'est pas le chef de la France Insoumise », (consulté le 28 mai 2018), https://www.huffingtonpost.fr/2017/11/25/jean-luc-melenchon-veut-vous-faire-croire-quil-nest-pas-le-chef-de-la-france-insoumise_a_23287943/

moi, ils n'ont aucune chance »²⁸. Il explique donc que le leadership de Mélenchon est trop important pour que quelqu'un d'autre soit candidat lors de la prochaine élection présidentielle. Il justifie alors cette position en expliquant que « le reproche est facile mais il y a un leader dans tous les mouvements ». Il y a d'une part une volonté de minimiser la place de Mélenchon en expliquant qu'il n'est que le « porte-parole » et « président du groupe parlementaire » mais en même temps il est difficile de nier sa position au sein du mouvement.

Cependant, des travaux comme ceux de Roberto Michels dans son ouvrage *Les partis politiques. Essai sur les tendances oligarchique des démocraties* montre les risques d'un phénomène d'oligarchie lorsqu'un leader émerge d'un parti politique. Dans son étude, il s'intéresse au parti social-démocrate allemand (SPD) dans lequel il est militant avant 1914. Il prendra ensuite ses distances avec le parti. Il explique que le parti était très épris d'un idéal démocratique important mais que malgré cela le pouvoir c'était centralisé entre les mains d'un petit groupe. Il développe alors le concept de la loi d'airain de l'oligarchie. Toutes les organisations ont une tendance à faire émerger une forme d'oligarchie autour d'une élite. Il justifie cette théorie à travers la psychologie. Selon lui, il est difficilement concevable pour un leader de retourner à la base lorsqu'il est au sommet. Philippe Braud reprend cette théorie²⁹ pour en faire ressortir les trois privilèges d'un leader qui lui permettent de rester au sommet. Il y a tout d'abord le « privilèges statutaires » qui permet au leader à travers les statuts de l'organisation d'avoir un pouvoir décisionnel important. Ils ont également un « privilèges d'information » car ils sont à la tête de l'organisation et permet ainsi de prévenir toutes formes de contestation. Enfin le « privilège de la notoriété » qui permet grâce à l'usage des médias de faire perdurer cette image de leader. L'étude de Roberto Michels est largement critiquable et comme l'explique Jean-Yves Dormagen et Daniel Mouchard, il est difficile « d'étendre mécaniquement » la loi d'airain de l'oligarchie à l'ensemble des systèmes démocratique à partir d'une « étude portant sur le fonctionnement d'un parti politique historiquement situé ». Cependant, l'étude de Roberto Michels a permis d'ouvrir la voie vers un ensemble d'étude portant sur la démocratie au sein des organisations politiques qui sera essentiel dans notre travail de recherche.

²⁸ Annexe 1 : entretien avec Maxime

²⁹ Philippe BRAUD, « *Sociologie politique* », LGDJ, 12^e édition, pp. 744

Il existe donc des tensions dans la France Insoumise entre la forte personnification du parti autour de Jean-Luc Mélenchon et la volonté de créer un « mouvement populaire de masse ». L'étude de Roberto Michels nous montre qu'un parti politique aussi enclin à être démocratique peut tomber dans des travers oligarchiques.

II- LE RECOURS A LA DEMOCRATIE DELIBERATIVE

L'utilisation de la démocratie délibérative dans les partis politiques est de plus en plus importante dans un contexte de démocratisation partisans. Les dispositifs délibératifs font partie des stratégies des partis politiques afin d'être « labélisé » démocratique (A). L'implication est alors très dépendante de ces mesures et peut alors être très variable. (B)

A- LES PROCEDURES DELIBERATIVES COMME STRATEGIE

Les partis politiques expérimentent aujourd'hui de plus en plus des moyens d'impliquer les citoyens dans le débat. Le recours à cette forme de démocratie délibérative est également présent au sein de la France Insoumise. Les groupes d'actions présent au niveau local sont les lieux privilégiés des débats entre militants et sympathisants. Lors de notre enquête de terrain, les enquêtés ont fait l'éloge des débats qui se tiennent lors des réunions des groupes d'actions. Liliane nous dit « J'aime bien qu'il y a des débats, c'est toujours sain. Quelques fois on peut se tromper, avoir mal analysé les choses et après un débat on peut changer d'avis parfois »³⁰. C'est notamment le but de ces débats comme l'explique Rémi Lefebvre et Antoine Roger dans leur introduction à l'ouvrage *Les partis politiques à l'épreuve des procédures délibératives*³¹. Pour eux « plutôt que de viser à un compromis entre des points de vue déjà arrêtés, l'interaction est supposée permettre une évolution – et éventuellement une convergence – des avis initialement formulés ». Ils expliquent également que la démocratie délibérative s'inscrit dans un contexte où le citoyen veut de plus en plus prendre part au processus décisionnel. Les mouvements comme *Les indignés* ou *Nuit Debout* ont mis en avant une nouvelle forme de participation. C'est sous l'influence de ces mouvements que

³⁰ Annexe 3 : Entretien avec Liliane

³¹ Rémi LEFEBVRE et Antoine ROGER. « *Les partis politiques à l'épreuve des procédures délibératives* », Presse universitaires de Rennes, 2009, 217 p.

la France Insoumise se calque pour permettre de répondre à la demande des militants. Loïc Blondiaux et Yves Sintomer parle d'un « impératif délibératif »³² dans leurs analyses de l'action publique. On peut également se poser les mêmes questions pour les partis politiques et la France Insoumise : La démocratie délibérative est-elle simplement une nouvelle manière de diriger ou est-elle véritablement outil de démocratisation partisane ?

La démocratie délibérative peut en apparence marginaliser l'organisation et réduire son efficacité. Les partis politiques utilisent les procédures délibératives comme des moyens d'acquérir une légitimité populaire et un caractère démocratique. Loïc Blondiaux et Yves Sintomer explique également que « la délibération favoriserait l'acceptation des décisions ». La décision devient acceptable par le citoyen du moment qu'il ait été impliqué dans le processus décisionnel. Dans le cas du PS, Rémy Lefebvre³³ montre que les dispositifs délibératifs restent délicats. La verticalité reste bien présente et les militants sont contraint par des « procédures opaques ». Les dispositifs sont là pour conforter la légitimité des dirigeants. Le débat s'il peut être un outil démocratique et permettre le « réenchâtement du militantisme », il peut également avoir l'effet inverse.

B- L'IMPLICATION DES CITOYENS DANS LE PROCESSUS DECISIONNEL DE LA FRANCE INSOUMISE

Depuis sa création, la France Insoumise met en avant les contributions de ses militants et sympathisants. Tout d'abord, lors du processus de formation du programme *L'avenir en commun*. Le programme a été construit avec comme base le programme du Parti de Gauche lors de l'élection présidentielle de 2012 *L'humain d'abord*. La plateforme internet de la France Insoumise a été utilisée afin de permettre aux citoyens de faire des contributions et des propositions pour le programme de l'élection présidentielle de 2017. L'organisation politique recense alors 3 000 contributions. Deux synthèses ont alors été faites, dans un premier temps sur les 1600 premières contributions puis dans un second temps sur les 1400 suivantes. Les synthèses font respectivement 13 et 15 pages. L'élaboration de ces synthèses reste obscure et il difficile d'établir les modalités de sélections des contributions. De plus, la

³² Loïc BLONDIAUX, et Yves SINTOMER. « *L'impératif délibératif* », Rue Descartes, vol. 63, no. 1, 2009, pp. 28-38.

³³ Rémy LEFEBVRE, « *Le sens flottant de l'engagement socialiste* » in : Les partis politiques à l'épreuve des procédures délibératives, Presse Universitaire de Rennes, 2009, pp. 105-130

plateforme internet précise uniquement que « des binômes de rapporteurs, issus d’horizon variés, ont été désignés sur chacun des chapitres afin de procéder à l’analyse minutieuse des contributions des signataires »³⁴ sans plus de précisions sur les personnes à l’origine de ces synthèses.

Ensuite, les militants et sympathisants ayant soutenu la candidature de Jean-Luc Mélenchon lors de l’élection présidentielle de 2017 à travers la plateforme internet ont pu ensuite voter pour définir la position de la France Insoumise pour le 2nd tour des élections. C’est davantage un processus de démocratie direct mais, qui a conduit à un débat au sein des groupes d’actions.

Plus généralement, les militants et sympathisants sont amenés à faire des contributions lors des conventions du mouvement. Des boîtes à idées sont alors mises en place sur la plateforme internet afin de recueillir les contributions. Au moment des conventions, des militants et sympathisants sont tirés au sort afin de participer aux tables rondes et discuter les différentes propositions. Une synthèse est alors produite de la même manière que pour le programme *L’avenir en commun*. La convention est l’événement privilégié où les militants et le national se rencontrent pour développer le mouvement et mettre en place les campagnes nationales. Notre enquête de terrain a été l’opportunité d’avoir un retour sur les conventions. D’une part, Amandine a participé à la dernière convention de la France Insoumise à Clermont Ferrand en novembre 2017. D’autre part, Liliane a participé à la première convention à Lille en octobre 2016.

Liliane explique « On est des groupes paritaires, du moins on essaye. Il y a des questions qui sont posées, on nous demande notre avis puis ensuite c’est... Tout est regardé puis on fait les orientations à partir de tout ça [...] C’était très intéressant. J’avais bien aimé. ».³⁵ Amandine nous fait un retour différent sur ces conventions. Pour elle, « Les quelques événements nationaux comme la convention, les assemblées représentatives sont un peu des simulacres de démocratie. [...] La convention est plus élaborée car on a voté les principes de la charte mais, au final les principes sont votés avant et la convention est juste une conclusion. »

³⁴ « Les synthèses des contributions », (consulté le 27 mai 2018) <https://avenirencommun.fr/synthesescontributions/>

³⁵ Annexe 3 : Entretien avec Liliane

. Les synthèses peuvent faire l'objet d'un filtrage du contenu des contributions par les dirigeants du parti. Il y a toujours une place importante faite à la parole des militants mais, leurs rôles restent difficiles à définir tant le processus de synthèse est obscur. Laurent Olivier aborde dans son article *Ambiguïtés de la démocratisation partisan* le risque de la synthèse dans la démocratie partisane³⁶. En effet, on retrouve dans son analyse ce qu'il appelle un « culte de la synthèse » au Parti Socialiste (PS) comme au RPR. Les synthèses avaient pour objectif de « satisfaire les différentes tendances du mouvement ». Cependant, il n'est pas toujours possible de répondre aux ambitions des différents courants au sein d'un même parti. Au PS, les congrès de Grenoble en 2000 et de Dijon en 2003 échouent dans la production d'un texte commun. La synthèse donne un caractère unanime à la prise de décision et gomme le pluralisme présent au sein des partis politiques. Laurent Olivier parle d'une « occultation de la divergence ». Finalement, les militants et sympathisants en utilisant les boîtes à idées peuvent avoir l'illusion d'avoir une place dans le processus décisionnel. De fait, les dirigeants de la France Insoumise contrôlent et peuvent orienter la synthèse d'une façon ou d'une autre. La boîte à idée apporte simplement un vernis démocratique. De plus, elle rend la décision acceptable pour les militants et sympathisants qui ont le sentiment d'avoir participé à cette synthèse. Lors des votes à la fin de la convention sur les « principes de la France Insoumise » et les votes sur la charte des groupes d'actions les votes d'approbations étaient respectivement de 96.43% et 93.14%³⁷.

III- L'ENGAGEMENT MILITANT A L'ECHELON LOCAL

Nous avons vu que la démocratisation partisane pouvait faire l'objet d'une stratégie de légitimation. Il est donc intéressant d'analyser la place des militants au sein du mouvement. Ils ont un rôle important d'une part au niveau local au travers des groupes d'actions mais également au niveau national lors des conventions.

A- LE CONTEXTE FAVORABLE DE LILLE

De plus, la France Insoumise dispose de deux députés issus de la région lilloise : Ugo Bernalicis et Adrien Quattenens. Ils jouent un rôle important de relais entre le niveau local et national afin d'assurer le bon fonctionnement entre les deux échelons. Ils ont également

³⁶ Laurent Olivier, « *Ambiguïtés de la démocratisation partisane en France (PS, RPR, UMP)* », Revue française de science politique 2003/5 (Vol. 53), p. 761-790.

³⁷ « Résultat des votes organisés pendant la convention », (consulté le 29 mai 2018) <https://lafranceinsoumise.fr/2017/11/28/resultat-votes-organises-pendant-convention/>

un rôle mobilisateur. Ils participent aux réunions des groupes d'actions de manière occasionnelle afin de répondre aux questions et faire le relais avec le national. Ils font également des café-citoyen ouvert à tout le monde. Adrien Quattenens par exemple a fait pas moins de cinq café-citoyen durant le mois de mai. Nous avons participé à l'un de ces cafés-citoyens qui rassemble pour majeure partie des militants et sympathisants de la France Insoumise. Ils ont pour but de débattre des sujets d'actualités et de répondre aux questions des citoyens. Lors de notre observation, un militant souhaité mettre en avant les difficultés au sein de son groupe d'action. Le député Adrien Quattenens lui a alors vite rappelé que le café-citoyen était ouvert à tous et que les questions internes n'avaient pas lieu d'être. Il semble logique que des questions d'ordres internes ne soit pas abordé lors d'un café-citoyen mais, cet événement permet de comprendre que les députés sont le lien entre les groupes d'actions et le national.

B- UN ENGAGEMENT AU RYTHME DES CAMPAGNES NATIONALES

La convention de novembre a été l'objet de discussion quant aux campagnes qui devaient être mené par la France Insoumise. A l'inverse des partis politiques qui se mettent en « veille » en dehors des périodes de campagne électorale, la France Insoumise reste très active au niveau local. Depuis la convention, le mouvement à organiser pas moins de trois campagnes autour de différentes thématiques. Les trois campagnes sont la lutte contre la fraude et l'évasion fiscale, la lutte contre la pauvreté et la sortie du nucléaire et promotion des énergies écologiques alternatives. Amandine nous explique lors de notre entretien le rythme infernal qu'impose ces campagnes en disant « Ah mais, le fonctionnement local est génial. Bon il y a des retours négatifs sur le fait que le national donne trop de campagne ». Ces campagnes sont souvent accompagnées de formation à travers des fiches pratiques et des vidéos afin de permettre aux militants de mieux connaître le sujet et l'orientation du mouvement sur ces thématiques. La France Insoumise propose également des modes d'emplois afin d'organiser des événements autour de ces campagnes. Par exemple, il existe une fiche pratique sur comment organiser une journée de solidarité. Nos enquêtés nous ont expliqué que les réunions des groupes d'actions avaient lieu une à deux fois dans le mois afin d'organiser les prochaines actions pour les semaines suivantes. Les campagnes elles durent deux à trois mois. On comprend donc ici que les groupes d'actions sont accaparé en grande partie par les campagnes nationales. Les enquêtés nous ont souvent mis en avant la liberté d'action au sein du mouvement pourtant avec Maxime lorsque nous parlons des

actions au sein de son groupe d'action en dehors des campagnes nationales, les activités semblent restreintes.

« Mais, sinon en dehors de tout cela, en dehors des campagnes nationales car, les campagnes nationales ont débuté il y a une semaine pour le nucléaire ... mais, largement avant ça au niveau du national, ce n'est pas nous qui y réfléchissons. Parfois oui c'est nous mais parfois non. On reçoit des tracts sur Macron. Par exemple si le national a eu une idée. »

Il nous explique alors de manière confuse qu'en dehors de ces campagnes, le national envoie des tracts sur Macron en fonction de l'actualité politique. Aucun de nos enquêtés ne parle d'une action du groupe d'action dont l'enjeu est purement local. Les groupes d'actions derrière une liberté de fonctionnement reste largement accaparé par les campagnes nationales prévue lors de la convention et la place pour des campagnes locales est très restreintes. Alors que les partis traditionnels sont dans une période de veille, la France Insoumise veut mettre en avant son dynamisme. Les campagnes nationales sont alors utilisées comme un moyen de canalisé les groupes d'actions autour d'enjeux calibré par le national.

PARTIE III- DES NOUVELLES FORMES DE L'ENGAGEMENT PARTISAN ISSUE DE LA DEMOCRATISATION PARTISANE

L'analyse organisationnelle de la France Insoumise et de son fonctionnement interne peut être interprété comme une réponse au rejet des partis traditionnels et de leurs représentations. Son organisation s'est également adaptée aux nouvelles formes de militantismes. L'engagement politique ne se traduit plus seulement au travers d'une carte d'adhésion auquel cas la France Insoumise n'aurait aucun militant. La France Insoumise implique une redéfinition des concepts de militantisme et d'engagement politique.

I- UN ENGAGEMENT A LA CARTE

L'engagement au sein de la France Insoumise se montre être très variable d'un militant à un autre. D'une part l'engagement est volatile du fait qu'il n'y a pas d'adhésion (A). D'autre part, l'engagement peut également être spécialisé et centré sur des thématiques précises (B).

A- UN ENGAGEMENT VOLATILE

« L'adhésion, c'est la marque de la volonté de faire partie du collectif ». Cette citation de Jean-Paul Russier dans son article *Le cercle vicieux de la démocratie moderne : l'individu contre le collectif*³⁸ marque toute l'ambiguïté qui réside dans l'engagement politique au sein de la France Insoumise. L'adhésion est le moyen de faire la nuance entre le militant et le sympathisant. Dans le cas de la France Insoumise, militants et sympathisants se confondent au sein des groupes d'actions. La cotisation que réclame l'adhésion est un filtre qui permet de faire la distinction. En l'absence de ce filtre, la France Insoumise se retrouve confronté à un engagement très variable des membres des groupes d'actions. Pour Jean-Paul Russier, « la cotisation, outre sa qualité de symbole de l'engagement aux côtés des membres

³⁸ Jean-paul RUSSIER, « *Le cercle vicieux de la démocratie moderne : l'individu contre le collectif ?* », Revue du MAUSS 2005/1 (n°25), p. 305-321.

du parti, constitue aussi une manière de soutenir les actions collectives et d'y participer ». Or au sein du mouvement ces « marque » et « symbole » n'existent pas.

Cette absence pose tout d'abord le problème du nombre des militants. Il est difficile de connaître leurs nombres au sein de la France Insoumise. Il est possible pour les groupes d'actions de référencer son nombre de membres sur la plateforme internet. Cependant, nous avons vu précédemment que la limitation du nombre de membres n'était pas toujours respectée. De plus, le référencement n'est pas obligatoire pour les des groupes d'actions. Il est donc difficile d'établir le nombre des militants de la France Insoumise. De plus, à quel moment peut-on dire que nous sommes un militant France Insoumise ? Le fait de participer à des réunions de groupe d'actions n'est pas forcément une caractéristique du militant de la France Insoumise. Maxime nous explique par exemple que « avant d'être dans un groupe d'appui » il était « surtout un militant sur les réseaux sociaux. Je mettais mis sur la plateforme, tout ça. Je faisais de la communication sur twitter, etc. »³⁹. Pour Maxime, avant même d'être présent au sein d'un groupe d'action, il était déjà un militant.

Pour Jacques Ion, le militant désigne « dans un parti, un syndicat ou une association, le membre actif est opposé à sympathisant et simple adhérent, mais son emploi n'implique pas forcément l'exercice d'une responsabilité dans la hiérarchie du groupement, on parlera alors de militant de base »⁴⁰. Le militant est donc celui qui est actif. L'activité au sein de la France Insoumise est variable d'un militant à un autre du fait qu'ils peuvent aller et venir comme ils veulent. Les partis politiques comme le Parti Communiste Français (PCF) et le PS ont un fonctionnement collectif procédural avec des moments de formations, de stages qui permettaient de construire le militant au travers de différentes étapes jusqu'à ce qu'il puisse prendre des responsabilités. Jean-Paul Ruissier explique qu'il « produisait une socialisation qui donnait à ces partis standardisés des personnes interchangeables, pensant et ressentant les mêmes choses : bref, il fabriquait un habitus ». Tout ce qu'il appelle les « modalités d'unification » n'existe pas au sein de la France Insoumise.

On peut noter la volonté du mouvement de mettre en place des formations. C'est lors de la dernière convention à Clermont-Ferrand qu'a émergé la volonté de mettre en place des

³⁹ Annexe 1 : Entretien avec Maxime

⁴⁰ « De la définition du militant et de la militante : un concept aux dimensions plurielles », (consulté le 30 mai 2018), <http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article170307>

formations. Ils ont donc créé « L'École de la formation Insoumise ». Elle n'est cependant pas une véritable école au sens propre du terme. Cette école est en réalité un ensemble de vidéos de plusieurs heures disponibles sur la plateforme internet et qui traite d'une thématique précise. Ces vidéos sont généralement en lien avec la campagne nationale en cours. Il existe pour le moment cinq vidéos depuis le mois de février. La France Insoumise a également mis en place une formation sur la méthode Alinsky. Cette méthode a pour objectif de repolitiser des quartiers populaires au travers d'enjeux locaux. Cette formation a eu lieu lors d'une réunion à la manière d'un café-citoyen. Il existe donc quelques éléments de formations mais qui reste encore ponctuel et qui sont loin de former l'unification dont parle Jean-Paul Russier. On peut également prendre l'exemple des formations du PCF. Nathalie Ethuin explique notamment que les volontés de démocratisation interne dans une période crise ont conduit le PCF à modifier ses formations avec une « valorisation de la diversité politique ». Dans ce cas, la formation permet le pluralisme mais ne permet plus d'unifier une base militante.

La démocratisation interne ouvre la voie à un pluralisme d'opinion qui n'est pas forcément mauvais comme l'explique Nathalie Ethuin⁴¹. Cependant, il a une tendance à individualiser la parole, il y a une perte du collectif. Il y a donc une forme d'individualisation de la parole militante. « Tout se passe comme si l'individu devenait maintenant le socle sur lequel un parti nouveau va devoir s'édifier »⁴². La France Insoumise est dans cette tendance de l'individualisation du militantisme. Le mouvement pousse cette idée plus loin encore en permettant au militant d'aller et venir. Il n'y a aucune obligation pour le militant de faire des formations ou de participer aux réunions des groupes d'actions. Le militant a une liberté totale dans son engagement politique. Pour Laurent Olivier⁴³, il y a une « dualité de la démocratie militante, tiraillée entre une quête d'unité et une manière de 'fourmisation' de l'activité partisane. »

B- UN ENGAGEMENT DE PLUS EN PLUS SPECIALISE

⁴¹ Nathalie ETHUIN. « *La formation des militants communistes à l'heure du 'décentralisme démocratique'* » in : Les partis politiques à l'épreuve des procédures délibératives, Presses Universitaires de Rennes, 2009.

⁴² Jean-paul RUSSIER, « *Le cercle vicieux de la démocratie moderne : l'individu contre le collectif ?* », Revue du MAUSS 2005/1 (n°25), p. 305-321.

⁴³ Laurent OLIVIER, « *Ambiguïtés de la démocratisation partisane en France (PS, RPR, UMP)* », Revue française de science politique 2003/5 (Vol. 53), p. 761-790.

La France Insoumise est également prise dans un phénomène de spécialisation de l'activité militante. Le mouvement a mis en place des groupes d'actions thématiques. A Lille, il existe un groupe d'action thématiques centré sur les questions de féminisme. Pour Amandine qui anime ce groupe, il s'agit de sensibiliser les militants et sympathisants de la France Insoumise aux questions de féminisme.

« Tu vas pas faire les mêmes actions à Moulins et dans le vieux-lille. Alors que le groupe féministe, ça touche tout Lille. C'est pas les mêmes actions. Dans un quartier tu vas faire du porte à porte, des actions festives dans le quartier, voir les associations du coin etc. Un groupe d'action thématique, tu vois le réseau d'association. C'est des réunions moins régulières, c'est plus des groupes de travail. Il n'y a pas les mêmes personnes qui viennent non plus, ça vient de partout. Les événements sont plus généraux. »⁴⁴

A l'inverse des groupes d'actions classiques qui ont un ancrage local, les groupes thématiques vise un public plus large. Amandine nous explique alors que dès le début du mouvement France Insoumise, elle avait créé une page Facebook France Insoumise Féministe. Par la suite, elle a eu l'opportunité de travailler sur le livret thématique de l'égalité homme-femme ce qui lui a permis d'acquérir des compétences sur les questions féministes.

Le phénomène de spécialisation touche l'ensemble des partis politiques en France. Laurent Olivier prend l'exemple de la motion majoritaire du congrès socialiste de Grenoble en 2000⁴⁵ qui avait déjà proposer à l'époque la mise en place de sections thématiques. Cette mise en place de la spécialisation est une manière de répondre directement au pluralisme qui s'installe au sein du milieu militant. C'est une manière pour les partis politiques de conserver une forme d'unité autour de spécialités. C'est également la réponse à des militants qui s'engagent politiquement du fait du contexte ou de l'actualité. Jean-Paul Russier montre ce phénomène à travers l'exemple d'un enquêté qui explique être intéressé par les questions environnementales et qui avoue un désintérêt pour les questions sur la guerre en Irak (sujet d'actualité à l'époque de l'enquête). Pour Jean-Paul Russier⁴⁶ son enquête sur le parti des

⁴⁴ Annexe 2 : Entretien avec Amandine

⁴⁵ Laurent OLIVIER, « *Ambiguïtés de la démocratisation partisane en France (PS, RPR, UMP)* », Revue française de science politique 2003/5 (Vol. 53), p. 761-790.

⁴⁶ Jean-paul RUSSIER, « *Le cercle vicieux de la démocratie moderne : l'individu contre le collectif ?* », Revue du MAUSS 2005/1 (n°25), p. 305-321.

Verts montre que « l'idée même de se cacher derrière le groupe et de ne pas se présenter comme une personne ayant une histoire et un passé, des envies et des passions, ne vient pas à l'esprit des membres de ce parti. »

Dans le cas d'Amandine, elle nous explique qu'elle était « très engagée dans le milieu féministe » et elle avait donc « participé à l'élaboration du livret homme-femme même si ce n'était pas extraordinaire. ». Sa spécialisation sur les questions féministes est donc en partie dû à son engagement passé sur cette thématique. Les partis politiques s'adaptent donc à la diversité des militants qu'ils ont. Le pluralisme se fait alors à des niveaux complètement différents et sur des thématiques qui parfois n'ont aucun lien entre elles. Laurent Olivier parle d'un « pluralisme 'asymétrique' ». La France Insoumise a très vite mis en place les groupes d'actions thématiques. Il y a une forme d'adaptation de la France Insoumise aux phénomènes qui traversent les partis politiques depuis plusieurs années et aux demandes des militants.

II- UN ENGAGEMENT 2.0.

La particularité du militantisme de la France Insoumise réside également dans la place importante d'internet lors de ses campagnes. Le mouvement a énormément misé sur internet lors de la campagne pour l'élection présidentielle de 2017. Jean-Luc Mélenchon faisait alors des vidéos sur YouTube chaque semaine pour discuter de l'actualité. Aujourd'hui, il dispose de plus de 370 000 abonnés, une tribune non négligeable. La France Insoumise a également utilisé de nouveaux outils informatiques lors de cette campagne. Le Discord Insoumis est l'une de ces plateformes numériques qui ont permis à la France Insoumise de réunir militants et sympathisants. Cette plateforme a pour but de permettre de débattre et d'organiser les actions. L'utilisation d'internet et de ces plateformes libres d'accès a largement permis la démocratisation du parti. La France Insoumise a également eu recours à sa propre plateforme internet pour répertorier l'ensemble des groupes d'actions et leurs événements. À l'air du tout numérique, internet est une tribune importante pour les partis politiques et la France Insoumise en a fait un cheval de bataille. Cette ouverture des partis politiques à internet a largement modifié la manière de s'engager en politique.

Thierry Barboni et Eric Treille s'intéresse à cette nouvelle forme d'engagement politique dans l'article *L'engagement 2.0*⁴⁷. Ils font la distinction entre les adhérents « réels » et les adhérents « virtuels ». Ils expliquent notamment les difficultés des partis politiques traditionnels à s'ouvrir sur internet. Pour des partis dont la structure, les règles, les procédures sont importantes, il est difficilement concevable d'imaginer un engagement politique « virtuel ». L'ouverture des partis politiques à internet passe par un processus de démocratisation. L'une des premières étapes étaient de permettre l'adhésion en ligne ce que le PS a rendu possible en 2006. Cette adhésion en ligne à créer un décalage important entre les militants classique et ces nouveaux e-militants à l'époque.

La France Insoumise a très largement adapter son organisation afin d'exploiter les possibilités d'internet. Cependant, cette forme de militantisme à largement individualisé l'engagement. Maxime nous explique lors de notre entretien qu'avant d'être dans un groupe d'action, il était déjà « militant sur les réseaux sociaux »⁴⁸. Il se considère militant sans même avoir de lien direct avec le parti politique. L'idée de pouvoir être militant sans être un adhérent, sans avoir de contact avec l'organisation politique montre à quel point la démocratisation des partis politiques conduit à fortement individualiser l'engagement.

CONCLUSION

Dans un contexte de rejet des partis politiques, la France Insoumise a apporté un nouveau souffle dans la vie politique française. Ainsi, la France Insoumise a construit son mouvement sous l'influence des mouvements sociaux comme *Nuit Debout* ou encore *Indignés* en Espagne. Si ces influences sont celles de mouvements, la France Insoumise n'est pas pour autant elle aussi un mouvement. Si l'organisation politique ne se veut pas être un parti politique, elle reste traversée par les mêmes logiques et stratégies. Elle dispose de certaines spécificités comme l'absence d'un échelon intermédiaire entre le local et le national ou encore l'absence de cotisation et d'adhésion. La volonté affichée est celle d'un idéal de démocratie direct. Pour autant, nous avons vu avec l'ouvrage de Robert Michels, les

⁴⁷ Thierry BARBONI, Eric TREILLE « *L'engagement 2.0. Les nouveaux liens militants au sein de l'e-parti socialiste* », Revue française de science politique 2010/6 (Vol. 60), p. 1137-1157.

⁴⁸ Annexe 1 : Entretien avec Maxime

risques qui existent pour une organisation politique de tendre vers l'oligarchie. D'autant plus que le mouvement est centré autour d'un homme : Jean-Luc Mélenchon.

Les militants de la France Insoumise sont souvent sollicités et il réside au sein de l'organisation une culture du débat. Chaque décision est discutée par les militants en convention. Cette participation importante des militants donne l'impression d'avoir un rôle sur le processus décisionnel. C'est notamment le retour de Liliane lors de la convention à Lille qui pour elle était une réussite. Cependant, aucune décision n'est prise véritablement par les militants. Une synthèse est faite et un vote a lieu sur celle-ci. Laurent Olivier⁴⁹ rappelle cependant le risque de la synthèse qui occulte les divergences au sein du parti et donne un caractère unanimiste à la décision. De plus, le fait de participer au débat tend à rendre la décision finale acceptable pour le militant. Il suffit de consulter les résultats qui se situent tous au-dessus de 90% des votes favorables pour les principes de la France Insoumise et la charte des groupes d'actions. L'implication dans les processus décisionnel est donc dépendante de la structure interne. L'exemple du PS montre la limite de la démocratisation lorsque les dirigeants utilisent ces dispositifs à des fins de légitimation.

L'engagement militant change énormément du fait de la démocratisation d'une organisation politique. La France Insoumise à travers sa démocratisation partisane ouvre la voie à un engagement militant individualisé. L'engagement militant peut alors devenir intermittent, spécialisé sur des thématiques précises ou même limité au virtuel. Le « mouvement de masse populaire » souhaité par Jean-Luc Mélenchon se repose alors sur une base militante fragile et instable. L'ambiguïté de la démocratisation partisane réside dans le fait qu'elle peut aussi bien avoir un effet de néfaste sur l'engagement militant, qu'un effet de « réenchantement ».

50

⁴⁹ Laurent OLIVIER, « *Ambiguïtés de la démocratisation partisane en France (PS, RPR, UMP)* », Revue française de science politique 2003/5 (Vol. 53), p. 761-790.

⁵⁰ Rémy LEFEBVRE, « *Le sens flottant de l'engagement socialiste* » in : Les partis politiques à l'épreuve des procédures délibératives, Presse Universitaire de Rennes, 2009, pp. 105-130

BIBLIOGRAPHIE

- Loïc BLONDIAUX, et Yves SINTOMER. « *L'impératif délibératif* », Rue Descartes, vol. 63, no. 1, 2009, pp. 28-38.
- Thierry BARBONI, Éric TREILLE « *L'engagement 2.0. Les nouveaux liens militants au sein de l'e-parti socialiste* », Revue française de science politique 2010/6 (Vol. 60), p. 1137-1157.
- Philippe BRAUD, « *Sociologie politique* », LGDJ, 12^e édition, pp. 744
- Vincent DESMEULIERS, « *Démocratie et partis politiques l'exemple du parti socialiste* », Revue du MAUSS 2005/1 (no 25), p.287-304.
- Jean-Yves DORMAGEN, Daniel MOUCHARD. « *Introduction à la sociologie politique* », Ouvertures politiques, 2015, pp. 45-55 et 107-124
- Nathalie ETHUIN. « *La formation des militants communistes à l'heure du 'décentralisme démocratique'* » in : Les partis politiques à l'épreuve des procédures délibératives, Presses Universitaires de Rennes, 2009.
- Florence HAEGEL. « *Partis politiques et système partisan en France* », Presses de Sciences Po, 2007, 452 p.
- Rémi LEFEBVRE et Antoine ROGER. « *Les partis politiques à l'épreuve des procédures délibératives* », Presse universitaires de Rennes, 2009, 217 p.
- Rémi LEFEBVRE, « « Politiste et socialiste ». Une politique d'enquête au PS », *Revue internationale de politique comparée* 2010/4 (Vol. 17), p. 127-139.
- Rémy LEFEBVRE, « *Le sens flottant de l'engagement socialiste* » in : Les partis politiques à l'épreuve des procédures délibératives, Presse Universitaire de Rennes, 2009, pp. 105-130
- Robert MICHELS. « *Sociologie du parti dans la démocratie moderne* », Editions Gallimard, 2015, 848p.
- Héloïse NEZ, Pascale DUFOUR « *Un renouvellement de la démocratie par le bas ? Les Mouvements Indignés et Occupy* », Politique étrangère 2017/1 (Printemps), p. 47-58.
- Héloïse NEZ, « *Podemos, un parti de « non professionnels » ?* », Savoir/Agir 2015/2(N° 32), p. 53-60.
- Héloïse NEZ, « *Délibérer au sein d'un mouvement social. Ethnographie des Assemblées des Indignés à Madrid* », Participations 2012/3 (N° 4), p. 79-102.

- Laurent OLIVIER, « *Ambiguïtés de la démocratisation partisane en France (PS, RPR, UMP)* », Revue française de science politique 2003/5 (Vol. 53), p. 761-790.
- Jean-Paul RUSSIER, « *Le cercle vicieux de la démocratie moderne : l'individu contre le collectif ?* », Revue du MAUSS 2005/1 (n°25), p. 305-321.

SITOGRAPHIE

- « Synthèse de la cogitation 'Quels besoins de formation' » (Consulté le 2 avril 2018) <https://lafranceinsoumise.fr/2017/12/20/synthese-de-cogitation-besoins-de-formation/>
- L'école de la formation insoumise » (Consulté le 2 avril 2018) <https://lafranceinsoumise.fr/ecole-de-formation-insoumise/>
- Petitjean Clément, « Politiser les colères du quotidien », *Le monde diplomatique*, Mars 2018, p.19. (Consulté le 2 avril 2018), <https://www.monde-diplomatique.fr/2018/03/PETITJEAN/58472>
- Mélenchon, Jean-Luc. « *La convention de la pérennité* » Le blog de Jean-Luc Mélenchon. Consulté le 29 mars 2018. <https://melenchon.fr/2017/11/29/la-convention-de-la-perennite/>
- « La charte des groupes d'actions de la France Insoumise » (Consulté le 2 avril 2018) <https://lafranceinsoumise.fr/groupes-appui/charte-groupes-dappui-de-france-insoumise/>
- « Les espaces de la France Insoumise » (Consulté le 27 mai 2018) <https://lafranceinsoumise.fr/espaces-de-france-insoumise/>
- Sapin, Charles. « Un mouvement à l'épreuve de la démocratie », *Le Figaro* no. 22780, (Consulté le 2 avril 2018) <http://www.lefigaro.fr/politique/2017/11/05/01002-20171105ARTFIG00194-la-france-insoumise-un-mouvement-a-l-epreuve-de-la-democratie.php>
- « Elections européennes : La France Insoumise s'allie avec Podemos et le Bloc » , *Le monde*, (consulté le 27 mai 2018) https://www.lemonde.fr/la-france-insoumise/article/2018/04/12/elections-europeennes-la-france-insoumise-s-allie-avec-podemos-et-le-bloco_5284579_5126047.html
- « Présentation des statuts », (consulté le 30 mai 2018), <https://en-marche.fr/articles/actualites/statuts>
- Jean-Luc Mélenchon, « *La tactique du bélier* », *Le un* n°174, mercredi 18 octobre 2017
- Manuel Cervera-Marzal, « *La France Insoumise en cinq questions* », *Le un* n°174, mercredi 18 octobre 2017

ANNEXES

ANNEXE 1 : ENTRETIEN AVEC MAXIME

Baptiste (B) : Première question toute simple pour démarrer. Est-ce que tu peux te présenter très simplement sur qui tu es, ce que tu fais dans la vie ?

Maxime (M) : Je m'appelle Maxime, j'ai 22 ans. 23 ans le mois prochain et je suis étudiant en M1 Droit du numérique ici à Lille 2. Avant j'étais en Licence 3 à Boulogne-sur-Mer. Militant de la France Insoumise à Calais, j'ai déporté mes activités à Lille vu que maintenant j'ai un appartement ici.

B : Super, merci. A quel moment tu t'es intéresser à la France Insoumise ? A quel moment tu t'es dit « tiens et si je ... »

M : Bah en fait je ne suis pas un nouveau militant puisque en 2012 j'avais milité avec les militants du parti de gauche et j'avais participer à la campagne de 2012. Quand le groupe de JLM à créer la FI pour moi c'était tout naturel que j'aille à la FI pour militer.

B : Tu étais donc déjà politisé avant ?

M : Oui bah je suis politisé depuis le collège.

B : Tu t'intéresser donc à la politique déjà au collège ?

M : Oui beaucoup beaucoup.

B : Tu n'as jamais intégré un parti avant la FI ?

M : Si le parti de gauche.

B : Ah ! Donc tu avais ta carte au parti de gauche ?

M : Oui j'ai encore ma carte.

B : Tu as donc rejoint la FI au moment de l'élection présidentiel ?

M : Dès le début du mouvement.

B : Qu'est ce qui t'as plu à la FI pour qu'en plus de ton engagement au parti du gauche tu aille à la FI ?

M : Je sentais que la FI avait une volonté de conquérir un public plus large et de ne pas être dans une logique de parti qui crispe et cristallise les tensions entre les citoyens quand il s'agit de défendre des idées, défendre un programme. Donc il était tout naturel pour moi d'y aller car c'est une nouvelle forme de politique. C'est un parti pas un mouvement et donc euh ... sans grande hiérarchie interne, sans verticalité et du coup ... Je pensais que ça aurait pris et pas manquer ça pris justement ! Ce qui m'a beaucoup plus c'est le programme « l'avenir en commun », très structuré, extrêmement précis. Il y a eu une émission de chiffrage, nous

étions le seul mouvement politique à présenter une émission de chiffrage complet du programme c'est-à-dire combien ça coûte, combien ça rapporte tout au long des 5 ans si on était au pouvoir. Du coup, c'était sérieux. On était prêt à arriver au pouvoir. On a tout mis en œuvre pour y arriver. Evidemment ça ne s'est pas fait. Mais pour revenir à ta question initiale, si je suis allé à la FI c'est d'abord parce que j'ai des valeurs de gauche. Mes parents sont fonctionnaires, mon père est enseignant et ma mère infirmière donc j'ai depuis le collège la valeur du service public, des valeurs sociales. J'aurais pu être de droite si mes parents avaient été plus fortuné. On suit le sillage de notre éducation donc euh...

B : Et tes parents, ils sont engagés politiquement ?

M : Pas tellement. Ils avaient toujours voté à gauche mais ils n'étaient pas militants.

B : D'accord. Tu parlais justement de la hiérarchie au sein de la FI, c'est quelque chose qui te plaît ? On a vu justement quand ont été ensemble à Calais dans le groupe qu'il y avait quelque soucis le manque de hiérarchie au sein du mouvement. Et c'est une critique qui revient assez souvent dans la boîte à idées du mouvement que...

M : ... qu'il n'y a pas de structure.

B : Toi tu en penses quoi ?

M : Alors, en fait, euh... C'est vraiment, effectivement un problème. D'autant plus que quand je suis arrivé ici à Lille euh... donc il y avait plus de militants, un noyau extrêmement hm... beaucoup plus dur. J'ai senti que la FI et c'est vrai pour les autres partis en général se soucier davantage des grandes métropoles comme Lille, Paris, Marseille, Strasbourg, ce genre de chose que les villes un petit peu... je dirais périphériques comme Calais. Des groupes d'appuis peuvent toujours se constituer à Calais. Ils peuvent toujours s'organiser. Mais comme les structures dirigeantes... 'fin il n'y a pas de structure dirigeante mais ici on est dans une ville où on a 2 députés ou la FI est extrêmement présente, d'ailleurs on est une des trois villes de France à recevoir le matériel gratuitement.

B : Parce que les autres paient pour avoir leurs ...

M : Ils paient les frais de ports mais le matériel est gratuit. Mais nous, on ne paie pas les frais de port. Du coup...

B : Pourquoi vous ne payez pas les frais de ports ? C'est juste parce que c'est une grosse ville ?

M : Non en fait parce que ... On a des chances de prendre la mairie en 2020. On est l'une des villes avec le plus de... On a juste deux députés France Insoumise dans la ville. Du coup, le siège nous a accordé le fait de ne pas payer les frais de ports pour faire davantage de communication et parce qu'on peut-être le phare insoumis de la France lors des prochaines élections. C'est un moyen de répandre plus facilement nos idées.

B : D'accord

M : Mais sinon pour revenir à ta question de structure : ici on a deux députés. On sent qu'ici même s'il n'y a pas de structures à proprement parler, il y a vraiment une auto-organisation très forte qui laisse peu de places aux guerres d'ego. Mais c'est vrai à Lille car il y a beaucoup de groupes d'appuis, il n'y en a pas qu'un seul comme c'est le cas à Calais. Rien que sur Lille, il y a 5 ou 6 groupes d'appuis.

B : Tu fais partie de quel groupe d'appui ?

M : Je fais partie de 2 groupes d'appuis. Je fais partie de celui de Lille 2 et je fais partie du groupe de Moulins.

M : Justement quand je me suis intéressé à sa... J'ai vu qu'il limite le nombre de personne dans un groupe d'action. Ils ne veulent pas que ça dépasse un certain nombre.

B : Oui limite à 40 en général.

M : Ce n'était pas quelque chose comme 12 ou 13 personnes ?

B : Je ne me souviens plus précisément du nombre mais oui, il y avait le concept qui faisait que deux groupes d'appuis ne pouvaient pas contenir plus d'un certain nombre de personnes. Cette règle a été largement assoupli depuis. Rien qu'à Moulin, nous sommes 80 inscrits. Actif je ne sais pas combien on est. Cette règle de limitation des membres pour la validité du groupe est dépassée parce que la France Insoumise a largement évolué depuis l'élection présidentielle. On touche beaucoup plus de gens. Les gens s'intéressent plus à la politique. Les gens prennent nos tracts avec le sourire. On n'a pas ... D'ailleurs quelqu'un m'a demandé un jour pourquoi je tracter alors que l'élection était terminée. C'est pour faire passer une idée avant tout. La défense d'idée n'attend pas le moment des élections. Puis on n'a rien à vendre, je veux dire qu'on a un objectif de faire de la communication, d'aider les gens. Je ne dis pas que l'on veut les éduquer, ça serait prétentieux. Je dis simplement que l'on veut les aider à choisir parce que je crois que le résultat de l'élection présidentielle est satisfaisant pour personne.

B : Justement c'était une question que je voulais te poser sur l'activité des groupes hors-élection. Dans les partis classiques, lorsqu'il n'y a pas d'élection les groupes sont moins actifs. Du coup, est-ce que c'est un truc que l'on retrouve dans la France Insoumise ou est-ce qu'il reste dans une dynamique constante ?

M : Alors, moi je suis arrivé à Lille à la fin des élections. Donc je ne saurais pas te dire s'il y avait autant de dynamique aujourd'hui qu'avant les élections. Mais de ce que je peux te dire, c'est qu'il y a beaucoup de militant. Très actif que l'on soit en période d'élections ou pas. Visiblement ça ne l'est rebute pas. Ce qui les motive c'est la perspective d'être un jour au pouvoir. C'est le programme. C'est le fait d'avoir des idées à défendre. C'est le fait de défendre l'intérêt général. C'est extrêmement motivant pour moi et pour eux. On ne s'essouffle pas même si on est pas en période d'élection. Je ne dis pas que l'on pense sans cesse à la prochaine échéance électorale mais on agit dans le but justement de marquer sans cesse notre terrain pour les prochaines élections. Et c'est justement le fait d'être tout le temps sur le terrain que les gens vont se rendre compte que l'on n'est pas une force politique comme

les autres, on est aussi actif sur le terrain présent. Comparer à d'autres partis politiques qui se mettent en mode veille jusqu'à la prochaine élection, nous on est toujours sur le terrain. Rien qu'hier on a organisé une soirée des jeunes insoumis au bar La boulangerie à Lille. Je n'ai pas pu y assister car j'avais partie blanche le lendemain mais il y avait quasiment tout le monde. On était une trentaine venant de plusieurs groupes d'appuis. Il y en avait qui venait de Science po', Lille 1, Lille 2, Lille 3. Il y avait beaucoup de monde et ça nous donne un indicateur de la motivation des gens pour le militantisme au sein de la Fi.

B : Du coup, les activités au sein du groupe d'action, comment vous choisissez là où vous aller intervenir ? Comment ça fonctionne en termes d'activités ? Est-ce qu'il y a quelqu'un qui dit « bon faudrait que l'on fasse sa ... » ou est-ce que c'est une décision commune ou le national qui dit que ça serait bien de faire tel ou tel chose ?

M : Alors, il y a une convention nationale de la France Insoumise il n'y a pas longtemps pour définir les grandes campagnes de la Fi. Il y a donc deux grands thèmes qui ont été décidés dont l'un est en cours. Le premier est la sortie du nucléaire et le second la campagne contre l'exil fiscal enfin... Contre l'évasion fiscale. Ces deux thèmes ont été définis depuis la convention de novembre et ils vont s'étendre sur l'année 2018. Alors la campagne sur le nucléaire à démarrer mais je ne sais pas quand elle se termine mais voilà ce sont les grandes campagnes. Je pense que c'est surtout conçu pour enfin... Ce genre d'initiatives de campagne nationale tout au long d'un temps donné c'est surtout pour maintenir la motivation et dire que l'on tracte pas dans le vent et que l'on n'est pas sur le terrain dans le vent. C'est une très bonne idée. Mais sinon en dehors de tout cela, en dehors des campagnes nationales car les campagnes nationales ont débuté il y a une semaine pour le nucléaire ... mais largement avant ça au niveau du national, ce n'est pas nous qui y réfléchissons. Parfois oui c'est nous mais parfois non. On reçoit des tracts sur Macron. Par exemple, le national a eu une idée. Par exemple, pour la rentrée c'était « Macron prépare une mauvaise rentrée » et il y avait l'histoire de la sélection, l'histoire des ordonnances travail et il faut dire que Macron donne pas mal d'idées, il nous donne pas mal de boulot. Il est tout le temps en train de nous donner du travail et forcément on reste actif sur le terrain. On a plein d'idées sur comment faire passer nos idées par rapport à celles de Macron. Comment informer les gens parce que ... Voilà c'est le point central que j'avais oublié de dire tout à l'heure, c'est que l'on veut informer. On veut informer les gens.

B : Du coup, c'est le national qui vous envoie des tracts sur ces thématiques, sur macron ?

M : Oui, sur beaucoup de thématiques c'est le national qui nous envoie des tracts. Sinon, nous de notre côté on peut faire nos propres tracts. Des tracts locaux typiquement sur les assemblées générales, les dates, les lieux, les raisons. On distribue ça prioritairement aux étudiants. Sinon tout le matériel : affiches, tracts c'est le national qui envoie. Généralement on a une idée de ce qu'il va nous arriver car on a des gens qui sont au national qui nous disent ce qui va se passer.

B : Mais les groupes d'actions sont un peu aiguillés sur ...

M : Oui bien sûr ! Mais sinon il y a différents groupes d'actions. Il y a aussi les groupes d'actions thématiques.

B : Oui j'ai vu !

M : Ils travaillent sur un thème particulier.

B : J'ai vu qu'à Lille il y avait un groupe féministe.

M : Oui exactement, il y a le groupe des féministes de la France Insoumise qui font des actions en fonction de ça, ils font des réunions dans toutes la France. Le national, je ne dirais pas que l'on dépend du national. Le national c'est un supplément. S'il n'y avait pas de national, pas de tract, on saurait tout à fait s'organiser car l'auto-organisation des groupes d'appuis est extrêmement importante et on sait pertinemment que le national n'est la quand tant que chef d'orchestre. Le national a plus besoin des groupes d'appuis que les groupes d'appuis ont besoin du national.

B : D'accord. Et du coup, les groupes d'action comment ça fonctionne en interne ? Comment tu t'es intégré à un groupe d'actions ?

M : Moi c'était très particulier. Quand je suis arrivé sur Lille c'était le moment de la braderie de Lille. Donc je me suis dit euh... J'ai regardé le programme sur Facebook. Il y a la venue des deux députés, je vais aller voir parce que je l'ai avait jamais vu. Du coup j'y vais et il s'est passé un truc assez intéressant. Un moment je vais prendre une affiche pour la coller dans mon appart. Je vais la coller et je reviens. Un moment quand les députés arrivent, le service d'ordre fait un passage et me pousse derrière le stand. Ils pensaient que j'étais dans l'organisation. Du coup, il y a Habib... Habib c'est l'ancien coordinateur du groupe d'appui de Moulins. T'es qui, etc... Donc je me présente. Il me dit : c'est génial tu vas pouvoir venir à Lille moulins. Le groupe d'appui Lille moulins c'est de la que viens Adrien (Quattenens). Du coup, il me donne son numéro de portable, je m'inscris sur la plateforme et je participe à la première réunion la semaine suivante. Ils étaient déjà plein d'enthousiasme puisqu'il chercher des personnes pour garder le stand toute la nuit puisque la braderie de Lille durait toute la nuit. Du coup, j'étais dans les 3 volontaires. On a fait nuit blanche à garder le stand France Insoumise à la braderie. C'était génial !

B : D'accord ! C'est original. Du coup, comment les groupes d'appuis se réunissent ? Comment ça se passe pour organiser une réunion ? Qui décide « voilà on va faire une réunion » ?

M : On se sert de 3 choses : la plateforme. Elle nous permet d'envoyer des mails globaux à toutes les listes enfin... A toutes les personnes inscrites à la Fi dans une certaine ville. Donc à des mails qui regroupe 2000 à 3000 personnes au sein de Lille tout groupes d'appuis confondu. Dans ces mails-là, on a ce que l'on appelle l'agenda militant avec toutes les actions réunis dans la quinzaine de prochains jours. Dedans il y a les réunions de tel ou tel groupe d'appuis. Pour ceux inscrit directement dans le groupe d'appuis, on a une boucle Telegram avec le groupe pour dire « voilà on fait une réunion tel jour » etc. Sinon on a Facebook avec des événements privés mais on est franchement bien informé quand il y a

une réunion. Les réunions sont à l'initiative des coordinateurs des groupes d'appuis lorsqu'il y a un ordre du jour, des actions à venir.

B : Il y a des coordinateurs de groupes d'appuis ?

M : Oui enfin... Je ne sais pas comment appeler ça. Un animateur et une animatrice. C'est obliger pour faire un groupe d'appui.

B : C'est ceux qui ont fonder le groupe d'appui ?

M : Non pas tellement. Ils l'entretiennent. Par exemple, je peux fonder un groupe d'appui et puis après déléguer l'animation à quelqu'un d'autres parce que je fais autre chose. Le groupe d'appui de Moulin est le premier créer à Lille et depuis il a fait des petits à travers tout Lille. Je dirais qu'aujourd'hui le plus gros groupe d'appuis au sein de Lille c'est peut-être le groupe de Lille centre. Je sais plus combien de personnes il y a mais c'est plus nombreux que celui de Moulins. Moulins est juste derrière. Les coordinateur et coordinatrice sont élus localement. Quand il y a une réunion, le coordinateur dis « Bon bah je vais un peut me mettre en retrait de l'animation du groupe tout ça, si quelqu'un se présente, si quelqu'un veut bien prendre le relais etc.. ». Voilà, c'est tournant quoi. C'est une fonction très tournante. Tous les 2 mois, tous les mois on change...

B : Ah oui d'accord ! Ce n'est même pas sur l'année.

M : Ah non même pas.

B : C'est quand il y a des disponibilités en fait.

M : Oui c'est vraiment tournant car en fait j'ai remarqué le même degré d'investissement. Qui que ce soit le groupe d'appui continue de fonctionner.

B : Donc hm... Moi je prends en référence le groupe d'appui que l'on a eu à Calais. Est-ce que dans sa répartition de la parole ou la façon de faire l'ordre du jour, est-ce que ça fonctionne pareil avec quelqu'un qui établis l'ordre du jour comme Jean-Philippe à Calais ? Est-ce que là ça fonctionne différemment ? Je ne sais pas si tu te rappelles pour la parole, chacun lever la main et devais attendre pour avoir la parole, est-ce que ça fonctionne comme ça aussi ?

M : Là il y a toujours un ordre du jour mais on a la parole chacun notre tour. On fait un tour de table à chaque fois. Après il y a les questions diverses que l'on aborde tout de suite sans que ça soit insérer dans l'ordre du jour. Sinon le fonctionnement est globalement le même. Il y a le coordinateur et la coordinatrice qui arrive avec l'ordre du jour et puis on discute. Généralement les lieux de réunions sont dans un bar. Généralement bon c'est en petit groupe...

B : Oui d'accord. Ce n'est pas le truc ultra-formel.

M : Non voilà, ce n'est pas le truc aseptisé, costard-cravate.

B : *rires* d'accord ça marche.

M : On n'est pas chez En Marche !

B : En Marche ils font comme ça ? *rires*

M : Ah je sais pas ! ça ne m'étonnerait pas !

B : Vous n'avez pas de contact avec les autres partis ?

M : Non ou alors de très très loin ;

B : Du coup, comment ça se passe quand il y a des nouvelles personnes qui veulent intégrer le groupe d'appuis ? Est-ce qu'il y a quelqu'un qui s'occupe de les intégrer ou est-ce que ça se fait par la rencontre d'un des membres ?

M : Ce que l'on fait généralement pour recruter nos membres, on fait des événements publics. On en a fait un en Janvier ou Février dernier. Je sais plus trop, je crois que c'est en janvier. Oui ! Janvier dernier sur la rentrée de la France Insoumise. A cette occasion, on avait ouvert l'événement au public et on avait poster des gens dans le sas avec des listes pour chaque groupe d'appui et les plus curieux on leur demander si ça ne les intéresser pas de s'investir dans la France Insoumise et dans ce cas-là, nous on récupère leurs coordonnées, on les contacts, on les met dans la boucle France Insoumise et après ça vient tout seul.

B : Et vous n'avez pas des fois un peu peur qu'il y ai des personnes indésirables qui rentre dans les groupes ?

M : Indésirables ?

B : Comme à Calais avec les soucis qu'il y a eu ?

M : Alors pour l'instant, je n'ai pas entendu de problème... de problème de cet ordre, sur Lille du moins. Ça m'a pas un peu étonné d'ailleurs.

B : Oui parce qu'il y a du monde. On pourrait s'attendre à ce qu'il y ai de grosses divergences...

M : Il y a énormément de monde mais hm... Nous c'est pas tellement des divergences sur la conduite mais plutôt des divergences de point de vue. Ça c'est très bien ! Mais je n'ai pas entendu parler de problème de fonctionnement avec des gens qui venaient pour handicaper l'activité du groupe d'appui ou la ralentir. A mon avis, sur Lille plus qu'ailleurs, je ne dirais pas qu'il y a de l'autodiscipline mais je crois que les gens prennent conscience de l'enjeu et c'est important.

B : Il n'y a jamais eu de conflit dans le groupe sur la façon d'agir ou...

M : J'ai jamais entendu parler de ça. Alors peut-être que ça s'est passer avant que j'arrive, au moment des élections ou je sais pas mais j'en ai pas entendu parler.

B : Tu avais eu le fin mot de ce qui c'était passer à Calais ?

M : Pourquoi ça s'était passé ?

B : Est-ce que c'était vraiment pour la raison d'avoir une femme qui se présente ?

M : Non. Pour moi, il y a eu des tractations en sous-main au sein du siège. Mais je n'ai jamais eu le fin mot de l'histoire. On ne saura jamais le fin mot de l'histoire de toute façon. Mais à mon avis il y a eu des... je ne dis pas qu'il y a eu du favoritisme mais ce que je sais c'est que l'on n'est pas la seule circonscription à avoir eu ce genre de problème.

B : La circonscription de toute façon parler déjà qu'ils avaient du plus ou moins enlever des membres, rejeter des membres qui étaient parti faire la même chose.

M : Oui voilà. On n'est pas la seule circonscription ou notre candidat a été destitué de façon obscure à la dernière minute. Il y a plusieurs circonscriptions du sud et du centre de la France qui ont eu le même problème auquel la France Insoumise n'a jamais répondu et n'a jamais pris la peine de se justifier. Ça a bien failli entamer mon investissement parce que je me suis dit que l'on doit être au-delà de ça, au-delà des luttes en internes euh... je voudrais continuer à y croire. Le problème c'est que l'on n'a jamais eu le fin mot de l'histoire. Quand je parle de cette histoire au sein de... à mes camarades ici, j'en ai même parler à Adrien directement. Il m'a fait : « ah c'est bizarre ça ! ». Il est étonné. Du coup, je me dis que euh... après je sais pas mais ça c'est peut-être passer en circuit fermé entre quelques personnes mais... je ne sais pas. Je vais pas commenter plus longtemps mais j'aurais aimé avoir des clarifications que je n'aurais jamais je pense. Enfin, c'est surtout Jean-Philippe qui les veut.

B : Oui ça se comprend au vu de l'investissement et puis surtout le timing qui est très étrange.

M : Exactement.

B : ça se fait en fin de campagne ... c'est étrange. J'avoue que c'est la première fois que je m'intégrer à un groupe et c'est vrai que ça m'a fait un peu... je me suis dit « ah ! Bon... ok c'est un petit peu décevant ». On penser arriver dans un truc plein d'envie et finalement on arrive dans une atmosphère... on est vraiment arrivé en plein dedans pour le coup.

M : En fait, avant d'être dans un groupe d'appui, j'étais surtout un militant sur les réseaux sociaux. Je mettais mis sur la plateforme, tout ça. Je faisais de la communication sur twitter, etc. Après les présidentiels je me suis dit qu'il fallait que je rentre dans un groupe d'appui. Du coup, j'ai regardé le groupe d'appui le plus proche de chez moi et j'ai vu celui de Jean-Philippe.

B : C'était à peu près la même chose pour moi. Tu as vu des grandes différences entre le groupe d'appui de Calais et celui de Lille que ce soit dans le fonctionnement, dans la façon d'agir, etc.... ?

M : On est en collaboration étroite avec les autres groupes d'appuis. Plus on est de groupes d'appuis, plus on est efficace. Ce que je peux dire sur Calais c'est que l'on est tout seul et sur Lille on a beaucoup de moyens, de gens, de mission, de responsabilités. A calais, je ne dis pas que l'on fait campagne avec des bouts de ficelles mais c'est pas loin. A Lille, c'est sans commune mesures, on travaille en étroite collaboration avec les autres groupes d'appuis, on a une organisation au poil, franchement c'est super. Sinon dans le

fonctionnement même du groupe d'appuis, enfin du groupe d'action puisque pendant l'élection présidentielle ça s'appeller groupe d'appuis et après c'est devenu groupe d'action. Au sein du fonctionnement même du groupe je n'ai pas remarqué de grandes différences. Franchement, je pense qu'il y a une certaine philosophie qui a été communiquer et développer c'est-à-dire qu'il y a pas de chef, pas de conflits, rassembler autour d'un même objectif et le plus important c'est de les atteindre donc voilà il y a pas de grandes différences au sein du groupe d'appui.

B : Justement à Calais il y avait des militants France Insoumise qui faisaient partie d'autres groupes politique comme quelqu'un qui venait des verts, quelqu'un qui venait du parti communiste... est-ce que là c'est pareil ? Est-ce que quelqu'un qui est déjà encartés quelque part peut aussi venir à la France Insoumise ?

M : On accepte tout le monde. Ce que je peux dire c'est que nos 2 députés étaient cadre au parti de gauche. Beaucoup d'ancien du parti de gauche sont à la France Insoumise. Dans mon groupe d'appui, j'en ai quelques un qui viennent du parti de gauche et d'autres qui viennent d'aucun parti politique, qui se sont jamais intéresser à la politique à part la France Insoumise. Sinon, il y a quelque anciens socialistes déçus mais sinon on accepte vraiment tout le monde même quelqu'un d'En Marche qui ce serait égarer, on le recueillera avec bienveillance. Bon après je doute que quelqu'un vienne en ce revendiquant du Front National mais sait-on jamais. Mais en tout cas notre philosophie est d'accepter tout le monde et de ne pas être dans une logique clivante.

B : A France Insoumise il y a une grande différence avec les partis traditionnels, c'est le fait qu'il n'y a pas d'adhésion propre pour rentrer au sein de la France Insoumise.

M : Exactement !

B : Il n'y a pas de frais pour s'inscrire ou avoir sa carte. Est-ce que tu penses que ça a joué dans le fait que tu t'investisses ou tu penses que tu aurais intégré le mouvement même s'il y avait besoin d'une adhésion ?

M : La cotisation en soi n'est pas énorme. Au parti de gauche, c'est quoi ? 5^e par mois donc non ça n'aurait pas entamé mon engagement de payer une cotisation. On a tous vu ça jusqu'à présent de devoir payer une cotisation pour intégrer un parti politique. Si la France Insoumise avait fait pareil ça ne m'aurait pas dérangé plus que ça. D'ailleurs j'aurais trouvé ça normal. Le nerf de la guerre c'est l'argent.

B : Bien sûr ! Est-ce que justement tu ne penses pas qu'il devrait mettre en place une cotisation pour justement régler les problèmes d'argent et permettre un filtrage des militants ?

M : A l'heure actuelle, c'est un peu tard car ça serait un signe que l'on se calque sur les partis politiques mainstream. Ça serait un mauvais signal envoyé à tous les militants de la France Insoumise à venir et actuel. Je pense que l'on va continuer sur ce modèle-là. Si on peut donner, on donne. J'ai moi-même donné 10^e au moment de l'élection présidentielle et euh... sinon non je ne pense pas que ça serait une bonne idée de mettre un système de cotisation.

B : En quoi la France Insoumise... elle se revendique comme un mouvement et pas un parti. En quoi tu considères que c'est un mouvement ? Ou alors est-ce que tu penses que c'est un parti ? C'est quoi ton point de vue là-dessus ?

M : Hmm...

B : Est-ce que tu penses que c'est mouvement ou est-ce que c'est un parti ?

M : D'abord il n'y a pas de comité... il y a pas de hiérarchie aussi marquée que dans un parti politique. Il n'y a pas de cadre pour gérer sa comme une marionnette. Après ce que l'on peut dire, ce que l'on rêve... enfin après les gens ne sont pas dupes. Tous les députés élus comme députés sont la garde rapprochée de Jean-Luc Mélenchon qui était au parti de gauche. Le parti de gauche est le créateur de la France Insoumise, c'est son bébé. Le problème c'est que ceux bébés a grandi trop rapidement et qu'ils en ont perdu le contrôle. Donc euh... voilà beaucoup du parti de gauche ont pensé que la France Insoumise aller continuer à grimper tout en gardant un certain contrôle mais le phénomène à dépasser toutes les attentes. C'est devenu trop gros pour être géré par le parti de gauche. Au départ, ils ont tenté de faire ça.

B : Au début le parti de gauche a voulu gérer le ...

M : Oui le parti de gauche voulait gérer la France Insoumise car c'est son bébé. On l'a bien vu lors des élections avec le cas de Jean-Philippe. Anne-Sophie était au parti de gauche donc forcément avoir sa carte au PG était un plus visiblement ... ce que je ne savais pas. Quand je suis arrivé à Lille, ça m'a conforté dans l'idée qu'il n'y avait pas d'organisation verticale très hiérarchique avec des élections régulières. J'ai l'impression qu'il n'y a moins ou en tout cas pas plus de guerre d'égo que dans un parti standard. Je dirais que la France Insoumise est un mouvement. D'ailleurs, il n'y a pas de cotisation donc si c'était un parti politique il n'y aurait pas une cotisation.

B : Mais quand tu compares avec des partis qui ont inspiré Jean-Luc Mélenchon comme Podemos etc... On en est pas très très loin ?

M : Je ne sais pas comment fonctionne Podemos et les mouvements dans la même lignée mais... j'ai jamais connu autre chose que la France Insoumise. Au PG, je ne participer pas aux réunions, j'étais juste sur le terrain. Je n'étais pas majeur, je ne savais pas trop comment ça fonctionner du coup voilà je suivais ça de loin. La France Insoumise est tout ce que j'ai connu en termes d'organisation politique et militante. Du coup, je ne serais pas dire si c'est différent du parti socialiste, etc...

B : Non mais après c'est une question de point de vue, c'est juste pour savoir ce que tu penses, savoir si tu es dans la même logique ?

M : Pour moi la France Insoumise c'est un mouvement. Tout le monde est libre d'y entrer et d'en sortir. Un parti politique c'est extrêmement... C'est beaucoup plus difficile, c'est plus fermer. Il faut un peu remonter dans le temps. Dans le temps, pour avoir sa carte dans un parti politique fallait avoir du réseau, fallait être riche, fallait être éduqué. Ce n'était pas pour tout le monde. Aujourd'hui, la politique s'est démocratisée en quelques sortes. Tout le

monde est libre d'entrer et de sortir de la France Insoumise par rapport aux autres partis politique mainstream comme les républicains, etc... C'est beaucoup plus fermé, avec des cotisations élevées et euh.... Enfin voilà pour moi c'est vraiment un mouvement et pas un parti politique. La seule autorité locale que l'on a c'est nos députés.

B : Les députés viennent vous voir, ce genre de chose ?

M : On travaille avec eux. On est sur une boucle Telegram, on a les députés avec les militants les plus actifs et on parle un peu de ce qu'il faudrait faire. On discute de l'intervention de chacun de nos députés. On est en contact direct avec nos députés. D'ailleurs, j'ai le numéro d'Adrien et d'Ugo. On est vraiment au plus près de nos députés.

B : Du coup, est-ce qu'ils sont de simples participants ou est-ce qu'il chapote un peu plus l'action des différents groupes d'actions ?

M : C'est des participants comme un autre. C'est juste que leurs statuts naturellement nous amène à penser que...

B : Il y a une légitimité différente.

M : Voilà une légitimité beaucoup plus appuyée qu'un militant qui vient d'arriver. C'est comme disait Manuel Kant « L'homme a besoin d'un maître ». Je ne dis pas que la France Insoumise obéi aux députés, aux comités, au national mais un moment quand tu arrives dans un mouvement il faut que tu aies des repères, que tu identifies les personnes au-dessus de toi entre guillemets même si je n'aime pas ce terme. Un moment, il y a des consignes, il faut les appliquer.

B : Donc parfois il y a des consignes qui sont donné ?

M : Bah... Euh je dirais que non. Tu peux participer à un groupe d'appui. On dit que l'on fait une action à telle heure, tel date et après ils viennent ou ils ne viennent pas. Les seules consignes qui sont donné sont d'être bienveillants. Ce n'est pas dit explicitement mais on comprend qu'il faut être bienveillant lorsque l'on tracte à la sortie de métro, etc....

B : J'ai vu qu'il y avait une action dernièrement... La méthode Alinsky, je sais pas si tu en as entendu parler.

M : Oui on va faire une formation. Elle n'a pas eu encore lieu car c'était lorsqu'il y a eu la neige. Les dirigeants du national n'ont pas pu venir. Du coup, ça doit avoir lieu dans les prochaines semaines. Je ne sais pas quand mais ça va se dérouler.

B : Mais du coup... J'essaie de comprendre d'où vient cette décision de mettre en place cette méthode Alinsky. Est-ce que c'est une demande des groupes d'actions ou c'est le national qui a trouvé la méthode intéressante et qui a décidé de proposer des formations ?

M : Alors moi de ce que je sais c'est que c'est purement local. C'est une initiative purement locale. Après je pense que l'initiative locale est remontée au national et le national a trouvé que c'était une bonne idée de la généralisé. A mon avis, c'est purement local. Quand je suis

arrivé, on commencer à en parler déjà brièvement à Lille et depuis quelques temps il y a vraiment un engouement autour de la méthode Alinsky. Je ne sais plus vraiment en quoi elle consiste.

B : Moi aussi, j'en ai entendu parler mais je sais pas trop à quoi ça correspond.

M : J'en ai entendu parler de très loin...

B : C'est quelque chose pour permettre...

M : C'est dans la communication des idées il me semble.

B : Oui communication des idées dans les quartiers populaires.

M : Apparemment, le national juge que c'est une bonne idée et organise des formations pour nous initier à ça. Mais c'est une initiative qui a été purement locale.

B : D'accord, ce n'est pas le national qui a décidé de faire ça...

M : Non la volonté était vraiment locale, ici du moins.

B : Est-ce qu'il y a des moments avec le groupe d'action ou le national ou tu t'es dit que tu n'étais pas vraiment d'accord avec le fonctionnement ? Ou est-ce que tu n'étais pas d'accord avec la direction prise ? Je ne parle pas forcément de divergence importante mais simplement sur certains éléments.

M : Moi personnellement je n'ai jamais été en conflit ou en gros désaccord. Ma seule mission et notre seule mission c'est de défendre l'Avenir en commun. Du moment où chaque action sert à défendre notre programme, moi ça me pose aucun problème.

B : Et tu ne te dis pas parfois que si on faisait comme ça sa serait plus efficace ou ce genre de chose...

M : Non ils ont de très bonnes idées. La moindre initiative est concertée donc si on pense que c'est de la merde on annule. Tout est fait pour susciter l'engouement. Ce n'est pas le produit marketing ultime mais franchement j'ai jamais été en désaccord et j'ai toujours suivi les autres dans le tractage, les initiatives car j'y crois. On est ici parce que l'on y croit. On peut avoir des divergences de point de vue mais ce n'est pas méchant et ce n'est jamais vraiment arriver au groupe de Moulins que quelqu'un dise qu'il est en désaccord. On concerta chacune de nos actions et puis si tu ne veux pas faire une action tu ne viens pas.

B : C'est juste ça la limite de ne pas le faire si tu ne veux pas.

M : Oui voilà. On ne force pas.

B : Tu avais participé à la convention de Novembre ?

M : Les membres de la convention ont été choisis sur la plateforme et il fallait s'inscrire pour être tiré au sort aléatoirement. Il y a eu 2 phases de tirage au sort. Une phase large et une phase restreinte pour voir s'il y avait des désistements. J'ai participé aux 2 et je n'ai pas eu

la chance d'être tiré au sort alors que beaucoup sur Lille été tirer au sort et... ça m'a rendu très triste *rire*. Peut-être la prochaine fois !

B : Tu as eu des retours sur comment ça à fonctionner.

M : Oui le but été de définir les campagnes nationales, voir comment on aller fonctionner. Ce qui est ressorti de tout ça c'est un truc constructif avec une campagne sur le nucléaire et une campagne sur l'évasion fiscale. On a défini nos prochaines échéances électorales. Par rapport à ça on a eu de bon retour.

B : Tu as eu des retours sur comment les décisions étaient prises ?

M : Non pas vraiment, tu peux voir sur internet qu'il y avait des tables de travail afin de mener des réflexions sur des sujets. C'était un travail intensif non plus hein ! Je ne sais pas trop comment ça a fonctionné. Tout ce que je sais c'est que ça a été très constructif.

B : On arrive à la fin ne t'en fait pas !

M : *rire* Je pourrais faire ça pendant des heures !

B : Il y a-t-il des choses que tu aimerais changer dans la France Insoumise ? Par exemple, l'une des critiques que l'on entend beaucoup c'est de dire que la France Insoumise est le parti de Mélenchon.

M : On ne peut pas nier que Mélenchon est présent. Bon après ce n'est pas une divinité. Je ne suis pas mélenchoniste, je suis insoumis. Si c'était quelqu'un d'autre que Mélenchon ça n'amputerait pas mon investissement. Mélenchon on peut en dire ce que l'on veut, qu'il est clivant etc... Mais c'est notre porte-parole. Il a créé la France Insoumise, il a su défendre son point de vue. Si c'est notre porte-parole depuis l'élection présidentiel, il est un peu plus en retrait même s'il reste le président de notre groupe parlementaire. Il ouvre la voie pour qu'il y a une succession. Je ne sais pas ce qu'il va faire pour 2022, s'il va se représenter ou pas...

B : Oui justement c'est la question que je me pose aussi. Vu le fonctionnement de la France Insoumise est-ce que ça ne devrait pas être un choix des groupes d'actions ? Ou est-ce que le national doit décider ?

M : À mon avis, s'il y avait un processus de candidature mais si Mélenchon y va, il n'y aurait pas de débat.

B : Il est encore très apprécié au sein du mouvement ?

M : Oui. S'il veut il n'y aller personne ne lui fera barrage.

B : Est-ce que c'est encore une démocratie si personne ne fait barrage ?

M : Bah... Il y aura des candidats en face de lui c'est certains ! Mais pour moi ils n'ont aucune chance. Donc voilà, 2022 est notre dernière chance pour lui et pour nous. Si ça ne passe pas, il pourra préparer l'après Mélenchon. Mais ça n'entamera pas ma motivation. C'est l'Avenir en Commun qui me motive et pas la personnalité de Jean-Luc. Mais c'est

facile de reprocher que c'est le parti de Jean-Luc etc. Le gros problème aujourd'hui c'est que l'on vote davantage pour des hommes que pour des idées alors que la France Insoumise s'intéresse davantage aux idées. Jean-Luc Mélenchon était là mais c'est tout. On verra pour les prochaines élections européennes, je ne sais pas qui sera candidat. Il y aura des consultations au niveau local et on verra en fonction... Sinon le reproche est facile mais il y a un leader dans tout le mouvement. Si c'est notre seul reproche ça va, on peut le faire à tout le monde.

B : Médiapart parlais dernièrement des problèmes de démocratie interne au sein du mouvement avec des leaders qui chapoteraient en vérité tout le mouvement.

M : Peut-être à Paris oui mais ici non. Je ne te mens pas. Il n'y a pas de tête qui chapote le mouvement.

B : D'accord ! Merci voilà c'est fini.

ANNEXE 2 : ENTRETIEN AVEC AMANDINE

Baptiste (B) : Bon alors, ça fait longtemps que tu es à la France Insoumise ?

Amandine (A) : J'y suis depuis Novembre 2016. J'étais engagée depuis longtemps avant et j'aimais pas trop Mélenchon donc je ne voulais pas y aller mais le militantisme me manquait et comme je savais que j'allais voter pour lui, que j'aimais les valeurs de la Fi.

B : Tu étais donc militante avant la Fi ?

A : J'ai été longtemps militante dans un syndicat étudiant. J'ai fait un parti politique dont j'ai un peu honte tu vois.

B : On a tous fait des erreurs *rires*

A : Mais oui ! Quand on arrive et que l'on y connaît pas grand-chose puis moi je suis arrivé à l'université en 2012 donc c'est quand Hollande est arrivé, il y avait encore de l'espoir qu'il soit de gauche. Le syndicat étudiant m'a poussé vers les MJS.

B : Les premières fois où je pouvais voter c'était pas mieux, je voulais voter Bayrou... Au final, j'ai jamais reçu ma carte d'électeur et c'est pas plus mal *rire*

A : On n'est jamais très politisé au départ, on fait des erreurs. Personne ne naît engagée à moins d'avoir des parents militants qui te forme sur ça.

B : Tu as une famille militante toi ?

A : Non j'ai un parcours de vie particulier.

B : Pourquoi ?

A : Je suis parti de chez moi à 14 ans.

B : Ah d'accord. Tu as pas du tout un parcours calquer sur ta famille.

A : Non pas du tout. Au lycée, on a créé avec des camarades et des profs, un club environnement en lien avec le programme communiste européen. On avait un petit potager ou les enfants venaient. C'était pas politique en tant que tel. C'est plus à l'université ou j'ai fait une prépa IEP à Lille 3 pour passer les concours. J'ai démarré à militer à l'IEP. C'était pas une super bonne idée, ils n'ont aucune conscience politique. Quand on leurs parle d'engagement, ils me disent qu'ils doivent réfléchir, qu'ils peuvent pas s'engager comme ça. En Science politique quoi ! Mais les gens sont pas là pour la science politique, ils sont là pour le diplôme.

B : Généralement ils veulent travailler dans l'administration, connaître les rouages et puis voilà.

A : Oui donc ça ne m'intéresser pas. J'ai passé les concours en touriste car j'avais payé donc bon... Mais au final, on m'a mal orienté au lycée. J'aurais pu venir à Lille 2 directement, faire 2 années de Droit pour partir ensuite en Science Politique. Donc c'est ce que j'ai fait après. Puis après ma première année de Droit, ils ont créé la Licence Science politique donc je me suis directement orienté là-dedans. J'ai validé ma première année de science po. Je n'ai pas validé ma 2^e à cause de 3 matières donc je suis passé en L3 AJAC l'an dernier et je l'ai pas validé.

B : Du coup, l'an dernier tu étais en L3 ? On devait être ensemble alors ?

A : Non mais j'allais pas en cours. J'étais étudiante salarié en plus de mon engagement. Je ne sais pas si tu connais l'UNEF ?

B : Oui !

A : Voilà... Mais à mon époque c'était bien. J'étais élu au conseil d'administration, au conseil du CROUS. Quand j'étais responsable à Lille 2, on avait une vingtaine de militant. SUD n'existait pas encore à l'époque.

B : Du coup, tu as arrêté maintenant ?

A : Oui puis les conflits internes de l'UNEF... Je suis pas un robot, j'ai dit ce que je pensais, je suis franche mais ça plaît pas beaucoup à la direction. M'enfin bon c'est le cas dans toutes les organisations et la Fi fait pas exceptions.

B : Ah ouais ?! C'est aussi un peu le bazar ?

A : Oui.

B : Tu es dans un groupe spécialisé féministe c'est ça ?

A : Oui je suis dans un groupe d'action qui s'intéresse à la question féministe en tant que bénévole.

B : Mais du coup tu disais que c'était le bazar à la Fi ?

A : Oui mais je sais pas si je peux vraiment le dire...

B : C'est pour un mémoire ne t'en fait pas. Ça ne sera pas utiliser...

A : Non mais c'est compliquer de toutes manière. Il n'y a pas vraiment de démocratie interne. Tu as des grands comtes bureaucratiques et si tu n'es pas d'accord avec eux...

B : C'est intéressant que tu me dises ça. Je suis allé à la France Insoumise lors des élections législatives et en gros le candidat choisi par les groupes d'action a été évincer à la dernière minute par sa suppléante sans explication.

A : C'était où ?

B : A calais !

A : Ah ! J'en ai entendu un peu parler.

B : Ils ont expliqué finalement que c'était pour une histoire de parité.

A : Alors, la parité c'est important ! Mais bon, il y a des contextes particuliers de parité. La parité

B : Oui puis là c'était un peu bizarre. Ils auraient dû le dire dès le début.

A : De toute façon, c'était n'importe quoi ces élections législatives.

B : C'est marrant car jusqu'ici les entretiens que j'ai mené les retours sont bon...

A : Ah mais le fonctionnement local est génial. Bon il y a des retours négatifs sur le fait que le national donne trop de campagne. Mais il peut y avoir des déconnexions entre le local et le national. Après je suis peut-être moins objective car j'ai participé au livret thématique de la campagne pauvreté. Donc forcément, quand on dit qu'il y a trop de campagne...

B : *rire* « ah nan mais celle-là elle est bien »

A : En tout, cas au niveau local on milite super bien, on s'entend super bien. En tout cas, sur Lille ça marche bien entre les groupes d'actions. Il y a des villes plus difficiles comme Tourcoing. Il y a des groupes qui ne s'entendent pas. On a donc pas mal de liberté au niveau local dans notre fonctionnement et ont fait comme on veut. Après au national c'est plus compliqué. Il n'y a pas de vote des personnes qui dirige mais en principe il y a personne qui dirige... Il y a un manque de transparence sur le fonctionnement, sur les finances, sur les personnes salariées. C'est assez problématique. Les quelques événements nationaux comme la convention, les assemblées représentatives sont un peu des simulacres de démocratie.

B : A ce point-là ?

A : Bah l'assemblée représentative en Avril, en gros ils nous proposent des textes et autour de la table on doit discuter et rajouter des choses. C'est plutôt bien dans l'idée mais tu n'as

aucun pouvoir démocratique. Tu ne votes rien du tout, sauf la mention pour la manif du 5 mai et je ne pense pas que ça soit très... Enfin bon, il n'y a pas de débat et c'est finalement juste une discussion collective qui est disponible sur internet. La convention est plus élaborée car on a voté les principes de la charte mais au final les principes sont votés avant et la convention est juste une conclusion.

B : Tout ce qui est fait avant, c'est le national qui s'en occupe ?

A : Oui voilà. On va dire que c'est collectif mais pas démocratique. Je trouve ça assez problématique. Surtout qu'aujourd'hui j'ai des problèmes avec le national parce que je suis pas en bonne entente avec Manuel Bompard par exemple.

B : C'est qui lui ?

A : C'est le coordinateur des campagnes de la Fi et le directeur de campagne de Mélenchon.

B : C'est quoi le problème ?

A : C'est un peu le numéro 1 de la Fi. C'est celui qui dirige avec Charlotte même s'ils ne font pas tout à fait la même chose. En fait, on est en train de mettre en place une cellule d'aide et de vigilance au sein de la France Insoumise sur les violences sexistes et sexuelle. En gros, tout ce qui est remarque, comportements sexistes, etc. On reçoit des témoignages, on analyse la situation et on propose des solutions en cohérence avec la présomption des faits reprocher. Sur le sexisme, c'est pas mal de formation. Après si quelqu'un est vraiment sexiste, on peut mettre en place une inéligibilité pour être candidat Fi. S'il y a des crimes et délits au sens de la loi française mais qu'il n'y a pas de plaintes, on peut en interne exclure des personnes de la Fi.

B : Ah oui quand même.

A : Bah j'ai du mal a milité avec des agresseurs ou des violeurs...

B : Oui c'est plutôt logique. Ça devrait être dans tous les partis.

A : ça commence à émerger. Je suis en lien avec plusieurs partis politiques de gauche et ça commence à émerger. On a demandé une personne salariée pour s'occuper de ces affaires. On revendique 500 000 personnes membres de la Fi si c'est la réalité et il y a 3500 groupes d'action à former là-dessus. On doit mener une campagne de prévention et gérer les témoignages, voir accompagner les victimes... ça fait 6 mois que je donne tout mon temps là-dessus, vu que je suis au chômage mais situation financière me permet de continuer de m'occuper de ça.

B : Ils n'ont pas voulu te prendre en tant que salarié ?

A : Non ils disent qu'ils n'ont pas d'argent. Mais on ne sait pas combien ils ont réellement.

B : Oui c'est vrai que j'ai essayé de connaître le financement de la Fi mais c'est difficile de savoir...

A : Ils nous ont fait un point sur d'où vient l'argent mais en gros tu vois. En gros, ils ont dit qu'ils fonctionnent par dons principalement car ils ont pas encore d'argent de l'état. Ils nous ont fait un récap rapidement mais il n'y a pas de...

B : Oui il n'y a pas de matière vraiment.

A : Enfin bon, le problème pour moi c'est le positionnement de Manuel Bompard sur cette question. Il a déjà repoussé plusieurs fois la mise en place de la cellule. Il devait y avoir une charte le 8 mars puis présenter la cellule le 7 avril en assemblée représentative. Ça ne s'est pas fait. Il repousse à chaque fois et le problème c'est qu'il dit beaucoup de chose sur moi à beaucoup de gens pour me déstabiliser. Cette question de cellule a été cristallisé sur un rapport de force et la légitimité que je pourrais avoir dans la Fi. Puis je suis franche, je dis ce que je pense. Je suis là pour faire avancer les choses pas pour avoir une place. Si après, je suis élu ou autre tant mieux, ça me facilite les choses. Mais je ne suis pas là pour faire une carrière politique, je suis là par engagement. Je pense que la question de mettre un rapport de force ne me plaît pas. A partir du moment où ça ne plaît pas...

B : Oui ils essaient d'évincer...

A : Pour avoir eu une réunion lundi avec lui. J'ai bien failli me barrer, heureusement que j'étais avec une copine. Elle m'a dit « sors, va boire un peu d'eau ». Quand je suis revenu j'étais plus calme mais j'allais me barrer. Puis ça n'avait pas l'air de le gêner. Surtout que derrière, il a parlé sur mon dos à ma copine alors que moi j'étais sortie. Alors qu'au début de la réunion, il parler de confiance. Parce qu'apparemment, j'avais dit que Manuel bloquer l'avancement de la Fi. Mais c'est n'importe quoi, tu sais c'est la politique en général. Tu dis des choses à machin pour déstabiliser...

B : Du coup, tu as beaucoup de contact avec le national ?

A : Oui je suis responsable national. Je suis obligé d'être en contact avec eux pour mettre certaines choses en place. Je fais partie de la campagne pauvreté donc je vais très souvent au siège. Je gère une vingtaine de groupe d'action en France, etc...

B : Le tout bénévolement ! *rire*

A : Bah ça devrait être un boulot salarié mais ils n'ont pas l'argent...

B : Alors que j'ai su qu'il donner les tracts gratuitement à Lille.

A : Oui alors il y a plusieurs choses. Les groupes d'action ont un montant d'argent tous les mois. Ils ont 36€ je crois tous les mois pour commander. Tu payes juste la livraison normalement. Nous on a la chance que ça ait toujours fonctionné comme ça à Lille, dans les grosses villes, d'avoir des députés. Parfois quand je vais à Paris, je prends une valise et je ramène des tracts.

B : Comment tu t'es retrouvée à être au niveau national ?

A : Moi j'étais candidate aux législatives et après, je suis très engagée dans le milieu féministe donc j'avais un peu participé à l'élaboration du livret homme-femme même si ce n'était pas extraordinaire parce qu'on l'a fait en 3 jours. Je me souviens que j'avais accès à la boîte mail du livret en tant que co-animatrice et j'ai regardé tous les mails des gens pour les récupérer et leurs dire que j'étais la nouvelle co-animatrice donc j'ai récupéré tous les mails de 6 mois de campagne. Au final, j'ai envoyé 4 mails. Enfin bon, c'était n'importe quoi. Le but c'est d'éradiquer le sexisme de la Fi... ce qui est une très très haute ambition.

B : A ce point-là ?

A : Oui oui oui... Avec plusieurs personnes, on s'est dit que ça serait peut-être bien de faire un truc féministe plus visible. J'avais déjà créé une page Facebook avant qui s'appelle « féministe insoumise », j'avais fait le logo et tout. J'ai eu la chance de ne pas bosser au mois d'octobre et donc je me suis dit que vu qu'il y a la convention, on va faire une contribution définitive. Pendant 15 jours, j'ai fait un tour de France des grandes villes avec des réunions féministes pour voir ce qu'ils attendaient de ce groupe etc... On a donc fait une contribution pour la convention, je n'ai pas arrêté d'harcéler les associations pour faire des choses ensembles. Le 20 novembre on m'a envoyé un mail pour me dire que l'on accepte que je sois co-animatrice du livret. C'est parce que j'ai eu un engagement féministe avant. Après moi ou une autre peu importe. Je veux juste que quand on voit la France Insoumise... C'est quoi pour toi la France Insoumise ?

B : Pour moi ? Hm... C'est l'idée d'égalité entre les personnes.

A : Voilà ! L'écologie, la VIe République, etc. J'ai envie que quand on pense à la Fi, on pense au féminisme. Le problème de la gauche actuelle, on part du principe qu'ils sont humanistes, antiraciste, etc. Sauf que c'est pas une réalité et on a tout englobé la dedans.

B : D'accord, l'idée qu'on est de gauche donc féministe.

A : Oui. L'objectif c'est de pouvoir remettre au cœur la question du féminisme. On essaie de faire changer les mentalités autant en interne que dans la société en générale. On travaille avec les députés et les collab' sur ces questions-là. On va faire des formations, des ateliers, des conférences.

B : Donc tu gères le groupe d'action en plus de ce que tu fais au national ?

A : Alors, moi je gère le groupe féministe sur Lille. Je coordonne tous les autres. Avant j'étais animatrice du groupe d'action de Moulin.

B : Il y a une grosse différence dans ta gestion d'un groupe féministe et celui de Moulin ?

A : C'est pas du tout la même chose. Moulins c'est un quartier donc tu adaptes tes événements et ton militantisme au quartier. Tu vas pas faire les mêmes actions à Moulins et dans le vieux-lille. Alors que le groupe féministe, ça touche tout Lille. C'est pas les mêmes actions. Dans un quartier tu vas faire du porte à porte, des actions festives dans le quartier, voir les associations du coin etc. Un groupe d'action thématique, tu vois le réseau

d'association. C'est des réunions moins régulières, c'est plus des groupes de travail. Il n'y a pas les mêmes personnes qui viennent non plus, ça vient de partout. Les événements sont plus généraux ;

B : Vous faites des réunions tous les mois ?

A : Oui quelque chose comme ça. Après ça dépend des événements que l'on a. En ce moment avec toutes les mobilisations, on fait moins des actions féministes mais on participe aux actions. A chaque manifestation sur Lille, j'ai toujours mes autocollants féministes Fi. Mais oui du coup c'est un fonctionnement qui est différent d'un groupe d'action classique.

B : Les gens qui t'entoure dans le groupe d'action, ça bouge beaucoup du fait de sa spécificité ou est-ce qu'il y a un noyau dur ?

A : Alors j'ai un noyau dur de personnes que je connaissais déjà auparavant et qui co-animent souvent d'autres groupes d'actions. Comme il faut toujours un homme et une femme et que l'on est peu de femmes forcément... Après, il y a pas mal de personnes qui viennent voir, soit des personnes qui ont rien à voir avec la Fi qui viennent par curiosité... La première réunion que j'ai faite il y avait plus d'hommes que de femmes, maintenant c'est l'inverse. Il y en a pas mal d'hommes qui viennent c'est bien et j'ai un co-animateur de toute façon. Quand on est entre femmes uniquement ça permet aussi de parler de notre expérience au sein de la France Insoumise. Le fonctionnement est donc pas le même qu'un groupe d'action et je dirais même que ça a tendance à plus bouger que les groupes locaux. Bouger dans le sens où il y a vraiment différentes personnes. Dans les quartiers, c'est souvent un noyau dur qui ne bouge pas.

B : Vous-êtes nombreux lors de vos réunions ?

A : Une dizaine ou vingtaine selon les moments. On est souvent moins nombreux lorsque je prépare les réunions a la dernière minutes *rires*.

B : Qu'est-ce qui t'as amené à aller voir ce qui se passe à la France Insoumise ?

A : J'avais quitté l'UNEF en Juin pour pleins de raisons et je mettais à laisser un petit temps de réflexion. Mes amies voulaient que je vienne à la France Insoumise mais je voulais pas car je n'aimais pas trop Jean-Luc Mélenchon. Mais le militantisme me manquait terriblement et puis je savais que j'allais voter pour la France Insoumise donc voilà... C'était l'occasion d'intégrer une organisation qui n'était pas cadrée comme les autres partis. Quand tu as les possibilités de faire un peu bouger les choses et tout, que tu connais pas mal de gens déjà à la Fi et donc... Je vais aller voir ce que sais, c'était avant le choix des candidats et candidates pour les législatives, je me suis dit que je pourrais peut-être amener les questions de féminisme. Je me suis présenté comme titulaire dans la 1^{ère} circonscription, celle d'Adrien. On était que deux femmes à se présenter. J'avais beaucoup donné au niveau syndical et c'était l'occasion d'essayer le niveau politique.

B : C'était comme tu l'imaginais quand tu es arrivée ? Ou est-ce que tu as eu des déceptions ?

A : Pas au début car tout c'est enchaîner très vite. Je suis arrivée... La campagne présidentielle commencée vraiment être importante. Il y avait vraiment un souffle nouveau. J'ai très vite enchaîné sur ma candidature pour les législatives. Je ne me suis pas présenté dans le 1^{er} car je savais très bien qu'Adrien était implanté et je voulais pas lui prendre sa place. Adrien à trouver bien que je sois candidate. On a cherché des circonscriptions où il n'y avait pas de candidat Fi. Il m'a proposé la 6^e circonscription. 1^{er} réunion on était cinq... C'était pas super. Il y avait 46 communes dans la circonscription, semi-rurale, de droite depuis 25 ans. Le truc tu fonces dans un mur direct ! *rires*

B : Oui puis va limiter dans 46 communes !

A : Bah je l'ai fait ! C'était hyper intense. J'y étais quasiment tous les jours ! Il y avait à la fin une soixantaine de personnes. Bon maintenant il doit rester une vingtaine d'actif. On a fait des réunions, on faisait la course pour faire les marchés. On a fait une bonne campagne. Mais c'était pas facile avec le national.

B : Dans quel sens ?

A : Bah ils savaient pas gérer. J'ai du réimprimer mes bulletins de votes car ils avaient oublié le nom de mon suppléant sur les bulletins de votes. J'ai jamais reçu les affiches officielles donc j'ai dû la faire moi-même. Elle était bien plus belle de toute façon. C'était très compliqué. Il y avait pas une assez grosse équipe.

B : Oui bah dans mon groupe d'action, ils étaient allés voir au national pour comprendre l'éviction du candidat et ils m'ont dit qu'ils avaient l'air tous complètement à bout entre la présidentielle et les législatives c'était horrible !

A : Oui carrément ! Heureusement que j'étais proche de Lille donc ça permettait d'avoir des infos et de recevoir des tracts plus facilement. Pour les circonscriptions hors des grandes villes, ça devait vraiment être l'enfer, moi j'avais au moins cette chance. Après, j'ai eu des craquages quand même *rires* mais c'est une bonne expérience. On pouvait vraiment ce que l'on voulait, aborder les thèmes que l'on voulait.

B : Personnes ne vous disaient de faire d'une façon ou d'une autre ?

A : Non tant que tu suis le programme L'avenir en commun.

B : Total liberté donc.

A : Oui. Ça existe encore localement sur pas mal de point. Après moi j'ai découvert les problématiques nationales car je suis entré en contact avec eux. Puis on était tellement pris par les campagnes que les couacs ont les voyaient pas. On a vu la différence en sortant des élections. Les gens qui avaient fait les campagnes étaient à bout et il y a des nouveaux qui sont arrivés. On penser que ça serait plus calme après mais pas du tout les gens voulaient leurs revanches ! On a fait une réunion à 2-3 jours du premier tour et des gens sont venus par curiosité et on les a envoyés directement militer à gauche à droite. C'était marrant car ils n'étaient pas prêts. Enfin bref, du coup après les élections c'est posé la question de savoir

comment ont organisé le mouvement. Est-ce que l'on fait un parti ? Est-ce que l'on fait une constituante ? Ça aurait été le meilleur ! Beaucoup de gens nous ont dit d'attendre car c'est l'été tu vois ? Nous on ne voulait pas attendre la fin de l'été pour s'organiser. Au final, on a attendu la convention en Novembre et au final ont été frustré et c'est là que son apparu les divergences parce que l'on avait des aspirations pour le mouvement que d'autres n'avaient pas. C'est là que le débat démocratique à commencer en interne !

B : D'accord !

A : Et c'est à ce moment-là que le national n'a pas réagi comme il aurait dû.

B : Du coup, c'est quoi les failles avec le national ?

A : Bah c'est ce que je te dis : le manque de démocratie, on ne sait pas qui prend les décisions. Les campagnes sont là en mode « faites-le ! Vous êtes juste là pour distribuer des tracts etc. On ne prend pas en compte ce que vous faites localement. On ne vous laisse pas de temps car il y a énormément de campagne. ». Lors de la convention, on a organisé les 3 campagnes et je pensais qu'on les ferait dans l'année sauf que l'on a tout enchaîné avec la 1^{ère} campagne au 1^{er} semestre avec une mobilisation importante. Puis la votation citoyenne était intéressante dans le principe mais on n'a pas eu vraiment le temps. Puis la campagne sur le nucléaire était trop rapide, en termes de tract elle représente la moitié de ce qu'il y avait lors de l'élection présidentielle donc c'est énorme. Les gens au final n'ont pas le temps de faire des actions au niveau local. Il y a également un problème de démocratie au niveau de la prise de décision. On fait style de demander sur la plateforme l'avis des gens, par exemple là on peut participer au programme mais on participe pas à la prise de décision politique car il y a beaucoup de décision politique prise mais en fait la France Insoumise dit qu'elle ne fait pas au nom de la France Insoumise des communiqués de presse. Les communiqués de presse c'est uniquement le groupe parlementaire. Mais au final elle en fait quand même et toutes les décisions sont au final prise par le national et pas par les Insoumis. On dit peut-être que les partis politiques ne sont pas démocratiques mais d'une certaine manière ils le sont un peu plus que nous sur ces questions-là.

B : A ce point-là ?

A : Bah... Qui décide de l'orientation politique de la France Insoumise ?

B : Sur le papier c'est censé être les militants mais...

A : Oui mais ça ne l'est pas. Il n'y a pas de consultation sur... Par exemple Podemos on fait une consultation sure « est-ce que l'on fait des listes avec d'autres partis ou mouvement au municipale, européennes etc... ? ». Donc les gens pouvaient voter. Peut-être que c'est pas le mieux, je ne suis pas une experte dans ce domaine mais je trouve que c'est plus intéressant. C'est une orientation politique de savoir si on fait ... Cette question dans les grandes villes, elle va forcément se poser. Forcément ! Sauf que est-ce que ça va être nous qui allons décider ou pas ? Je ne dis pas qu'il faut le faire ou pas mais la question va se poser. Pendant les législatives, ça a aussi été une problématique. Je ne dis pas que l'on aurait gagné plus avec le PC vu qu'ils ont fait 1,26% mais c'est une question qui s'est posé et ça n'a pas été décidé

par les gens. La transparence sur qui décide, même si ce sont pas les gens qui décident on ne sait pas vraiment qui décide... On a aucune transparence sur les chiffres financiers et c'est ça qui est assez problématique, c'est ce manque de démocratie. Mélenchon dit que l'on est un mouvement gazeux...

B : Oui justement j'allais te parler de ça, est-ce que pour toi la France Insoumise est un parti ou un mouvement ?

A : Alors... Dans La forme, on est obligé d'être un parti dans le sens où on est obligé d'avoir ce statut pour avoir les financements de l'état. D'ailleurs faudrait que je m'y intéresse, je suis sûr que les statuts doivent dire des trucs... Les statuts n'existent pas dans le mouvement. Je pense que l'on est réellement un mouvement car on n'a pas cette dynamique de parti. On n'a pas d'adhérent, pas d'adhésion, il y a aucune obligation d'être transparent sur le quotient financier. Un parti t'es obligé il y a des instances etc... Alors que là... Moi j'aime le terme mouvement et parti politique c'est quand même dépassé. Moi je suis pour le mouvement mais un mouvement plus démocratique. D'une certaine manière je pense que le terme de mouvement arrange beaucoup de monde au niveau national parce que tu mets ce que tu veux là-dedans. Je ne sais pas ce qu'il devrait y avoir comme forme exactement. Quand il y a des élections, tu as des jeux de pouvoirs etc... Mais en même temps si tu n'as pas de personnes élu démocratiquement où tirer au sort... Et encore le tirage au sort au final tu n'as pas une représentativité réelle des choses entre les grandes villes, le milieu rural, les métiers etc... C'est pour ça que je trouve qu'une constituante c'est le plus intéressant. On peut très bien aboutir à la forme du mouvement actuel mais si c'est fait collectivement là-dessus au moins... C'est plus intéressant. C'est quelque chose qui ressort beaucoup dans les discussions.

B : Est-ce que tu as déjà eu des problèmes avec des personnes du fait qu'il n'y a pas d'adhésion ?

A : Bah il y a déjà des divergences d'opinions mais il y en aurait eu également avec une adhésion. Non puis au moins il y a pas de légitimité différentes entre militant et sympathisant. Donc si des sympathisants viennent même si ne sont pas des militants actifs ont ne fait pas la différence. Au moins, les gens se voient pareils. L'avantage également c'est que les gens sont plus libres de parler sans adhésion. Dans les partis, il y a une tendance... Même un peu dans la Fi, si tu critiques le mouvement... Certains députés en font les frais comme Ruffin etc...

B : Oui puis Ruffin n'est pas vraiment France Insoumise.

A : Oui il n'a pas signé la charte. L'adhésion je pense pas que ça soit important. Le seul avantage serait financier car ça rapporte de l'argent. J'aime bien sans adhésion car tu peux venir, partir etc... Puis au moins, les gens peuvent venir et apporter un autre point de vue.

B : Justement, vous avez des personnes qui font partie d'autres partis politique en même temps.

A : Il y a quelques membres du PCF mais généralement ils se sentent plus France Insoumise. A Lille, c'est assez sectaire c'est compliqué. On a plus de bon rapport avec les syndicats. Très peu de personnes des autres partis viennent nous voir mais beaucoup de personnes des syndicats viennent nous voir. Lille c'est une grande ville, il y a beaucoup d'enjeux politiques, il y a des places à prendre avec les municipales etc. Lors des législatives, il y a beaucoup de candidats qui se sont écorchés.

B : Oui donc il y a un jeu de pouvoir important. Il y a quand même une distance entre ceux qu'ils veulent être et ce qu'ils sont au final.

A : Oui. Il y a des gens de la Fi qui aimeraient faire un parti cartel, on regroupe tout et on laisse quelques uns prendre le pouvoir.

B : Est-ce que ce n'est pas déjà le cas mais en mieux maquiller ?

A : Non pas forcément. Dans d'autres partis, je n'aurais sûrement pas eu un tel rôle sur les livrets thématiques etc. On peut critiquer le fonctionnement du national mais il y a quand même un souffle nouveau. Tu as une grande liberté d'agir au niveau local. Il n'y a pas une grande différence entre les cadres et les militants et ça c'est bien.

B : Les groupes d'actions ont-ils des directives du national ?

A : Bah les campagnes de la Fi et la charte des groupes d'actions. Faut respecter ça c'est tout. Tu es libre de faire ce que tu veux après. A Hellemes, ils ont fait une réunion avec 300 personnes et ce n'était pas une directive nationale. Il y a une grande liberté, beaucoup plus que dans les fédérations des partis. Au final, je critique le national car je le connais et je suis pas la seule à critiquer. Après parfois je le défends aussi sur certaines campagnes.

B : Tu le critiques mais tu le défends aussi ?

A : Oui voilà. Si je quittais la Fi, je pourrais pas aller dans un autre parti car je retrouverais pas cette liberté. Puis même si je suis pour la démocratie, il y a des gens qui ont des responsabilités, on peut pas faire autrement. Il faut des gens qui coordonnent, qui sont gestionnaires. Pas forcément dans la prise de décision. Pour les livrets thématiques par exemple, tout ce qui est à l'intérieur est issu de discussion avec des groupes d'actions.

B : D'accord, tu as géré le livret simplement.

A : Après, on peut faire des contributions et ce que l'on fait avec les groupes d'action. Collectivement on fait des contributions et moi après je fais la rédaction. Parfois, on prend des décisions dans l'urgence, pas le choix. Mais la décision est toujours collective sinon. C'est comme ça que j'imagine les postes à responsabilités.

B : Petite dernière question, c'est quoi le lien entre les députés et les groupes d'actions à Lille ?

A : On est en très bon lien avec Ugo et Adrien. Ils viennent à beaucoup de manifestations, ils nous intègrent et tout.

B : Ils font en sortent de garder les gens actifs ?

A : Oui puis ils s'intéressent. Franchement, Adrien et Ugo sont top. Ils s'intéressent beaucoup. Puis une fois, Adrien était passé chez Bourdin et avait eu une position pas terrible sur un sujet. On en a discuter un peu et il est venu me dire qu'il avait changé d'avis. Ils écoutent beaucoup. Ils sont disponibles même s'ils sont très occupés. Ils s'intéressent au travail que l'on fait. Franchement ils sont super.

ANNEXE 3 : ENTRETIEN AVEC LILIANE

Baptiste (B) : ça fait longtemps que vous êtes à la France Insoumise ?

Liliane (L) : Depuis la création. J'étais au parti de gauche avant. M'enfin ce n'était pas mon début politique d'être au parti de gauche. J'ai commencé par le syndicalisme avec la CGT car j'ai travaillé dans une usine de conserve en Bretagne avant de rentrer au PTT⁵¹ et quand je suis sortie de là je savais de quel côté j'étais. J'ai adhéré spontanément à la CGT en 1960. Voilà je suis restée à la CGT... et mon mari avait des amis communistes. On m'aurait demandée à l'époque d'aller au parti communiste, je le faisais mais ça ne s'est pas fait. J'étais proche du parti communiste pour les valeurs qu'il porte. J'ai adhéré en 1974 au parti communiste et j'y suis restée plus de 30 ans. Ça me convenait bien jusqu'au moment ... Je considérer que l'entrée du capital dans les Télécom, c'était l'ouverture à la privatisation. Les communistes m'ont reprochée de le dire car ils étaient au gouvernement à l'époque. Ils ne voulaient pas entendre ce genre de chose qui était clamée par la CGT à juste titre car on voit ou ça nous a menés. Après j'ai plus du tout était réunion et plus était contacter par qui que ce soit donc je suis resté comme ça dans la nature mais quand même avec mes valeurs. Vu que j'avais militée toute ma vie, je trouvais ça dommage et on est venu habiter ici à Ronchin. Mon mari était également sans parti et il m'a dit que le Parti de Gauche venait d'être créé, qu'il allait se renseigner, se documenter et voir s'il aller adhérer. Il a adhéré au Parti de Gauche, je suis allée à des réunions avec lui et j'ai finalement adhérer car j'aimais les valeurs. Après, il y a bien sur eu la France Insoumise naturellement. On a créé ensuite le premier groupe de soutien ici à Ronchin. C'était pour moi quelque chose d'importante car j'avais vécu le front de gauche et ça c'était très mal terminer. Avec une mainmise des communistes sur tout et j'avais pas du tout apprécié. On avait déjà fait la campagne avec Ugo Bernalicis, Ugo je le connais depuis très longtemps. Quand il y a eu les élections municipales, le front de gauche s'est complètement cassé car les communistes ont voulu prendre la tête de liste et ça a été très désagréable car ça a été très loin, sur des invectives... Ils nous ont demandé d'être sur leurs listes avec mon mari et on a refusé donc voilà...

B : Mais c'était quoi le problème ? Dans le fonctionnement ?

⁵¹ Postes, Télégraphes et Téléphones est l'administration publique française responsable des postes et des télégraphes. Elle connaît un éclatement en 1991 et se divise entre La Poste et France Telecom.

L : C'était le fonctionnement oui et non. On a fait la campagne des présidentielles avec Ugo et le Front de Gauche. Ça me plaisait car j'avais trouvé quelque chose que je cherchais depuis longtemps, c'est-à-dire un élargissement... On était plus un parti, on était juste des gens qui se rassemblent bien... C'était très bien. Nous avons fait la campagne des législatives avec Ugo et puis les municipales. Tout naturellement, Ugo nous semblait le mieux placé pour se présenter. Il y a eu une réunion avec le parti communiste. Nous étions 3 du parti de gauche et les communistes sont arrivés à 30 ou 40 et on revendiquait la tête de liste. On n'a pas aimé ce genre de chose. On aime militer dans la clarté, sincérité. On a continué à militer au parti de gauche. On a regretté tout de même qu'il n'y ait pas assez de gens de la base mais comme c'est un peu pareil maintenant dans tous les partis...

B : Qu'est-ce que vous entendez par « les gens de la base » ?

L : C'est-à-dire qu'il y avait beaucoup d'intellectuel : des profs, etc. Mais pas beaucoup de gens venus d'usine. Quand je dis la base c'est la classe ouvrière.

B : D'accord !

L : Sinon moi les idées ça me convenait tout à fait. Puis ensuite, la France Insoumise et là c'était un peu La bombe quoi ! Quand Jean-Luc l'a annoncé à la télé... Adrien nous en avait parlé un peu puis dans le Nord on avait vraiment un potentiel de lutte. Ça m'a tout de suite emballé car depuis ma vie de militante, je vais avoir 79 ans, j'ai adhéré à la CGT en 1960, j'avais trouvé le... j'allais dire la formule mais ce n'est pas le mot... L'outil ! L'outil c'est mieux. L'outil qui rassemble les gens en dehors des partis mais qui étaient investis par une envie de changer les choses. J'étais enthousiaste. J'ai eu l'occasion de faire la connaissance de plein de tout milieu.

B : Enormément de monde est arrivés avec la France Insoumise.

L : Oui c'est extraordinaire. Alors il y a des hauts et des bas mais on est là en continu. On fait les marchés, etc. Il faut que l'on existe encore. Les gens nous demandent « tiens, il y a des élections bientôt ». Non il n'y en a pas mais on vient vous voir parce qu'il faut qu'il sache que la France Insoumise est là.

B : C'est une particularité de la France Insoumise d'être aussi actif hors-élection. Vous avez vu une grosse différence lors de votre intégration dans la France Insoumise par rapport au Parti Communiste par exemple ?

L : Oui c'est évident ! Quand on rentre dans le PC, on intègre déjà un gros bateau. On y rentre facilement mais c'est après que je me suis rendu compte que c'était moins facile... La cellule où j'étais était celle de la mère de Pierre Laurent qui était la trésorière. Il y avait toute une équipe à l'époque. Le PC avait vraiment une aura à l'époque mais maintenant il y a beaucoup de personnes âgées qui sont parties. Mais déjà beaucoup de monde était parties avant nous.

B : Le fonctionnement était trop vertical ?

L : Oui mais aussi sur les prise de décisions. Il y a des choses que l'on n'a pas apprécié. L'ouverture du capital à France Telecom c'était gros. [...]

B : Donc vous avez créé votre propre groupe d'appuis ?

L : Oui, on était 6 ou 7.

B : ça s'est passé comment ? Vous étiez tous à l'origine au parti de gauche ?

L : Ah non. Il y a que mon mari et moi qui étions au parti de gauche ! On ne se connaissait pas. Mon mari a dû envoyer un mail ou je ne sais plus vraiment. On se demander si... On avait prévu quelques bières, etc. mais on ne savait pas si ça marcherait.

B : Vous faisiez ça chez vous ?

L : Oui, on ne se connaissait pas et c'était vite plein du coup ici. Ils sont arrivés et on s'est tous présenter. Il y avait un prof, un antiquaire, et je sais plus. Ça s'est fait tellement curieusement que mon voisin a fini par venir et maintenant c'est un des plus fervents. Puis ensuite, on a fait une super campagne.

B : Vous étiez 6 ou 7 et maintenant vous êtes combien ?

L : On est 2 groupes normalement mais il y en a un qui est plus ou moins... Mais quand on vient de partout comme ça, c'est pas évident car nous a déjà des pratiques militantes et on ne doit pas donner des directives mais parfois on a besoin de mettre des garde-fou. Il y a un groupe qui fonctionne plus très bien donc on se réuni tous ensemble. Maintenant, on va a un café juste à côté. Ça s'est fait chez l'un chez l'autre et c'est sympa. Pour la campagne c'était bien organisé, il y avait quelqu'un qui faisait une carte sur internet, une équipe collage etc...

B : Il n'y a pas eu de problème, de divergences, ou de personnes avec qui ça ne se passait pas bien ?

L : il y a eu un peu quelqu'un qui a était un peu... et qui est encore un peu. Moi je dis que c'est un électron libre, on est la France Insoumise on n'est pas fait sur mesure. C'est ce qui fait notre force, c'est notre diversité. J'ai rencontré des gens extraordinaires.

B : Je vous demande ça car moi ou j'étais il y a eu des vraies divergences dans le groupe.

L : Nous aussi on en a eu. La personne c'est présenter à la candidature. Je crois qu'il a été très déçu de ne pas être retenu. Je crois pas qu'il s'était bien rendu compte de ce que c'était d'être député. Il avait pas le niveau. Parfois il ne pouvait pas venir à cause de ses enfants. C'est louable mais c'est difficilement conciliable avec le métier de député.

B : Pour avoir eu Ugo en cours qui nous raconter ses journées, c'est infernal ! Il nous disait qu'ils ont la tête dans le guidon. Je sais qu'ils viennent de temps en temps dans les groupes d'actions, ils sont venus ?

L : Oui oui ils sont venus !

B : Pour motiver les troupes ?

L : Oui et on a besoin de les voir. Ils nous conseillent un petit peu car chez nous cette personne, on avait décidé de faire un tas d'action et de discuter avec les gens. Puis lui voulait le faire avec les verts. Je lui ai dit non pas avec les verts. C'est notre campagne.

B : Il y avait pas des personnes qui était dans un autre parti ?

L : Il y a eu une candidate communiste qui a voulu être élu mais qui n'est pas resté mais sinon non. On a des gens qui viennent de partout sinon.

B : Oui c'est un peu la force mais ça peut être une faiblesse également.

L : C'est pour ça qu'il faut faire attention. A propos des verts, quelqu'un m'a dit l'autre jour que Adrien est aller à Faches Thumesnil et que quelqu'un avait voulu faire quelque chose avec les verts. Adrien s'est fâché tout rouge alors là *rire* Il a dit « Ne fait pas ça car qu'est-ce que l'on va dire si on ne le fait pas tout en haut » parce que l'on va les mettre en situation difficile. Le copain a pas trop compris et est fâché contre nous mais faut bien comprendre les règles et c'est vrai que plus tard avec les élections municipales, des gens vont vouloir faire des listes communes... Nous on n'a pas prévu de faire ça. Par contre, si des gens veulent venir qu'ils viennent.

B : Justement le parti France Insoumise ne se considère pas ...

L : Ce n'est pas un parti !

B : Voilà justement ! Vous considérez que c'est pas un parti ?

L : Ah oui ! Déjà un parti, il y a un trésorier, un bureau... C'est structuré. La France Insoumise pas du tout. Je pense que c'est bien car c'est une force. Les gens ne veulent plus des partis, c'est une réalité. Il faut rester là-dessus, c'est une bonne idée. Tous les gens qui sont arrivés avec leurs idées, c'est ça qui fait notre force. Si on devenait un parti, je pense pas que les gens veulent adhérer un parti.

B : Le fait que ça soit libre la France Insoumise, ça attire les gens.

L : Ce qui me gêne un peu, c'est par rapport aux finances. Si on verse une cotisation, ça permet de payer les tracts, les salles etc. Alors que là, l'argent vient certainement des indemnités diverses des députés mais ça ne se créer pas comme ça.

B : Comment ça marche justement pour un groupe d'action d'avoir des tracts ?

L : On passe un mail le haut ! Enfin au gens qui s'occupent de ça.

B : Vous n'avez pas besoin de déboursier de l'argent ?

L : Non. Quand on fait une commande ça va mais après faut payer le frais de port. Quand on veut une salle, je fais une demande au maire de Ronchin qui ne m'a jamais refusé. Il prête des salles à tous les partis politiques.

B : Je me demande comment fait la France Insoumise pour fonctionner sans système de cotisation ? Je ne sais pas si vous êtes au courant ?

L : Oui c'est ça ! Puis ils font des tracts... C'est un papier fin, ça ne coûte pas cher comme papier. On n'a pas les moyens d'avoir une propagande... Mais c'est correct ! Ils sont très bien faits ! Les gens les prennent ! [...]

B : Vous avez participé à la convention ?

L : Non. J'ai fait la première à Lille. On a été tiré au sort pour celle de Lille. Sur le coup, j'ai dit à mon mari « faut peut-être que je laisse ma place à quelqu'un de plus jeune ». Il m'a dit « non non faut y aller » puis après il a été tiré au sort.

B : Comment ça fonctionne alors pendant la convention ?

L : On est des groupes paritaires, du moins on essaye. Il y a des questions qui sont posées, on nous demande notre avis puis ensuite c'est... Tout est regardé puis on fait les orientations à partir de tout ça.

B : Ils reprennent tout, synthétisent tout et voilà ? C'est comme ça sur deux jours ?

L : Oui. C'était très intéressant. J'avais bien aimé. C'était un gros truc, c'était des copains qui l'organisent et c'était énormément de travail.

B : Depuis que vous-êtes à la France Insoumise est-ce que vous avez connu des déconvenues ?

L : Non pas vraiment. Une chose par exemple... On n'a pas de consigne de vote pour le 2^e tour. Ça a fait débat et des gens de ma famille m'ont dit qu'il aurait donné une consigne. Moi je n'aurais pas accepté une consigne de vote.

B : A l'inverse, est-ce que vous avez eu de bonnes surprises ? Même dans l'orientation, après la convention ?

L : Il n'y a jamais de n'importe quoi, c'est toujours très précis. Mon mari et moi on suit tout ce qu'ils disent, tout ce qui est écrit... C'est très fort. Il n'y a pas d'ambiguïté et c'est très clair.

B : C'est le fait aussi que la Fi n'était pas comme les autres partis qui vous plaisent ?

L : Après mes expériences, je n'accepte plus que l'on me dise pour qui ou pour quoi voter. Moi je veux faire mon choix. J'aime bien aussi qu'il y est des débats, c'est toujours sain. Quelque fois on peut se tromper, avoir mal analysé les choses et après un débat on peut changer d'avis parfois. La dernière intervention de Jean-Luc Mélenchon sur les missiles envoyés en Syrie. C'est très fort ! Ce que j'aime chez Jean-Luc Mélenchon, c'est que c'est toujours sur le fond. Pour moi, il n'y a pas d'erreurs et j'apprends énormément. Quand je vois l'envergure que prennent nos deux petits, je suis très fier.

B : Question plus fonctionnel, comment ça se passe l'organisation du groupe d'appui au niveau de l'ordre du jour par exemple ?

L : Tu fais bien de m'en parler. Ça quelques fois, ça part un peu dans tous les sens. C'est souvent mon mari qui dit qu'il faudrait organiser l'ordre du jour et ce genre de chose. On est en train de ce structuré davantage. On a maintenant un groupe Facebook Ronchin Insoumis pour discuter au niveau de l'organisation. Une fois, Ugo devait venir et il était un peu en retard. On n'avait toujours pas démarré la réunion et j'ai dit « on démarre vraiment ou quoi ? ». [...]

B : Dans la répartition de la parole, comment ça se passe alors lors des réunions ?

L : On demande la parole, sinon tout le monde parle c'est impossible. On est avec des gens qui n'ont pas l'habitude de fonctionner comme ça donc ça s'apprend.

B : Vous avez encore des personnes qui viennent intégrer le groupe d'action ?

L : Oui, en ce moment on a 2 contacts de personnes que l'on a croisées au marché. On va leurs envoyer un mail avec nos prochaines réunions.

B : Vous faites des réunions tous les quoi ? Semaines, mois ?

L : Généralement, une fois par mois. Chez l'un chez l'autre. Après, il arrive que l'on fasse des réunions en petit groupe pour des détails sur l'organisation. Mais ça se fait toujours dans la transparence. Quand on se voit, on le dit. Il faut que les choses soit clair. On s'est engagé sur le groupe Facebook à pas faire ou dire n'importe quoi.

B : Comme quoi par exemple ?

L : Comment dire... Que l'on écrit des choses qui ne concerne que la France Insoumise et que ça ne déborde pas. Que l'on ne dise pas des choses qui n'ont pas été décidé ensemble auparavant [...]

ANNEXE 4 : GRILLE D'ENTRETIEN

1- Avant la FI

- Présentation : métier, milieu social, etc.
- Avez-vous eu d'autres engagements politique avant la FI ?
- Quelle était votre relation avec la politique avant d'intégrer la FI ?
- Quelles sont les raisons qui ont motivé votre engagement au sein de la FI ?

2- L'engagement au sein de la FI

- Depuis quand êtes-vous engagé avec la France Insoumise ?
- Qu'est-ce qui a motivé votre engagement avec la FI ?
- Comment avez-vous intégré le groupe d'action ? Comment s'est passée cette intégration ?
- Comment vous est venu l'idée de créer votre groupe d'action ?
- Pourquoi ne pas avoir simplement intégré un groupe d'action ?
- Avez-vous déjà eu à gérer un groupe comme celui d'un groupe d'action ? Avez-vous de l'expérience dans ce domaine ?
- Avez-vous fait face à des déconvenues dans le fonctionnement de la FI ? Ou l'inverse ?

3- Fonctionnement et organisation du groupe d'action

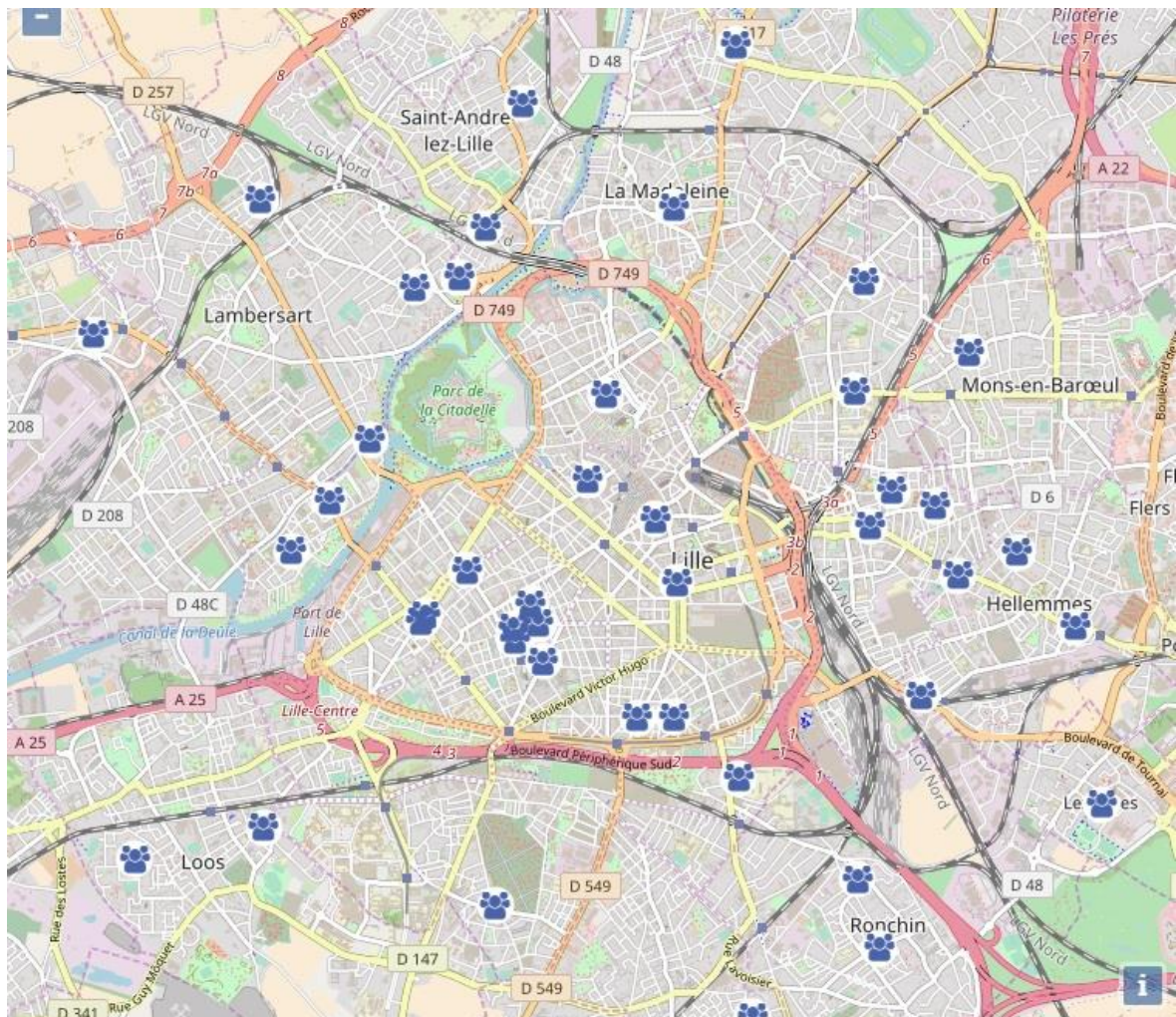
- A quoi ressemble une réunion type du groupe d'appuis ? Combien de personnes en moyenne aux réunions ?
- Quelle est la fréquence des réunions au sein du groupe d'action ?
- Quelles actions avez-vous menées avec le groupe d'action ?
- Comment est établi l'ordre du jour ?
- Comment est réparti la parole lors des réunions ?
- Il y a-t-il de nouveaux militants qui intègrent le groupe ? A l'inverse, il y a-t-il eu des départs ? Si oui, pour quelle raison ?
- Quelles sont les relations au sein du groupe d'action ? Il y a-t-il déjà eu des désaccords sur le fonctionnement que devez prendre le groupe d'action ?
- Il y a-t-il différents rôles au sein du groupe d'action ? Il y a-t-il une forme de hiérarchie ?

4- Rapport avec le National

- Avez-vous des directives nationales sur le fonctionnement que doit prendre le groupe d'action ?

- Il y a-t-il des initiatives nationales que vous utilisez au niveau du groupe d'action ?
- Avez-vous déjà eu des désaccords avec le fonctionnement du mouvement ?
- Avez-vous participé à la convention du mouvement en novembre dernier ?
- Etes-vous libre dans votre gestion du groupe d'action ?
- Quelle est votre relation avec les élus de la circonscription ? (Adrien Quatennens, Ugo Bernalicis)
- Il y a-t-il des choses que vous voudriez changer au sein de la FI ?

ANNEXE 5 : CARTE DES GROUPES D' ACTIONS



ANNEXE 6 : PROFIL DES ENQUETES

Maxime : 22ans, Etudiant en M1 Droit du Numérique à Lille. Il est originaire de Calais et faisait ses études à Boulogne-sur-Mer avant de venir à Lille. Il est issu d'une famille de fonctionnaire. Père : Enseignant Mère : Infirmière. Il était au Parti de Gauche avant d'être à la France Insoumise même s'il ne participer pas aux réunions. Il a ensuite rejoint le mouvement France Insoumise dès le début. D'abord, militant sur les réseaux sociaux, il rejoint le groupe d'action de Calais pour les élections législatives. Il part ensuite sur Lille pour ses études et rejoint le groupe d'action du quartier Moulins.

Amandine : 22 ans, chômage. Elle a fait des études de Science Politique à Lille 2 mais rate sa 3^e années en AJAC. Elle quitte son domicile familial à l'âge de 16 ans. Le sujet n'a pas souhaité aborder le sujet plus en détails. Elle enchaîne alors les « jobs » alimentaires et chômage. Elle participe pendant ses études supérieures à un syndicat étudiant (UNEF). Elle rejoint pendant l'élection présidentielle la France Insoumise et participe ensuite aux livrets thématiques sur les questions de féminismes. Elle explique qu'elle n'aimait pas trop Jean-Luc Mélenchon mais les idées du programme lui plaisaient. Elle est animatrice du groupe d'action thématique sur les questions de féminisme à Lille.

Liliane : 79 ans, retraitée. Elle est issue d'une famille ouvrière pauvre originaire de Bretagne. Elle s'engage en 1960 à la CGT lorsqu'elle travaille pour les Telecom à Paris. Elle rejoint par la suite le Parti Communiste Français avec son mari. Lorsque les Telecom deviennent accessibles aux entreprises privées, elle entre en désaccord avec les communistes. Elle reste sans parti politique jusqu'à la création du Parti de Gauche. Elle rejoint ensuite la France Insoumise et créer le premier groupe d'action dans la ville de Ronchin.